

UNIVERSITE DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'ADMINISTRATION LÉGALE DU PÈRE

(LOI DU 8 AVRIL 1910)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 22 Juin 1911, à 1 h. 1/2

PAR

LOUIS PETEL

Président : M. PIÉDELIÈVRE.

Suffragants { MM. PLANIOL, professeur
PERCEROU, agrégé

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1911

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

UNIVERSITE DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'ADMINISTRATION LÉGALE DU PÈRE

(LOI DU 8 AVRIL 1910)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera soutenu le Jeudi 22 Juin 1911, à 1 h. 1/2

PAR

LOUIS PETEL

Président : M. PIÉDELIÈVRE.

Suffragants { MM. PLANTOL, professeur
PERCEROU, agrégé



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'ADMINISTRATION LÉGALE

DU PÈRE

(Loi du 8 avril 1910).

INTRODUCTION

S'il est un fait, à notre époque, digne de remarque, c'est bien la tendance du législateur à venir au secours des faibles, à veiller à ce que les forts n'abusent pas de leur puissance pour augmenter leur bien-être et accroître leurs richesses. Nombreuses sont les personnes qui, sur ce point, appellent sa sollicitude, soit dans l'ordre économique, soit dans l'ordre juridique. Au premier plan, dans ce dernier ordre, nous apparaissent les mineurs, c'est-à-dire ceux qui, à raison de leur âge, sont incapables de se défendre. Le devoir du législateur est de les protéger, jusqu'au jour où, parvenus à leur majorité, ils pourront eux-mêmes exercer leurs droits.

Or, pour assurer la protection des intérêts tant moraux que pécuniaires de l'enfant, deux institutions existent : la puissance paternelle et la tutelle. Toutes deux ont le même but : l'éducation à donner à l'enfant, et le gouvernement de son patrimoine. Mais gardons-nous de croire qu'elles diffèrent seulement par le nom ; les règles auxquelles elles sont soumises ne sont pas les mêmes. Si la puissance paternelle doit, en principe, échapper au contrôle du législateur, tant la confiance qu'inspirent les auteurs de l'enfant est grande, par contre, la tutelle est sévèrement réglementée, elle est, par définition : « une protection organisée ».

Quel est, de ces deux institutions, le domaine respectif ?

Sur ce point, on peut concevoir plusieurs systèmes.

Dans un premier système consacré par le Code civil de Zurich (1), et le Code civil suédois (2), la puissance paternelle n'est qu'une simple variété de la tutelle. Tout enfant, à sa naissance, est placé en tutelle. Cette tutelle est exercée par les parents, tuteurs de droit, et désignés par la nature. La tutelle qui leur est confiée, peut n'être pas soumise à toutes les obligations qui sont ordinairement imposées aux tuteurs

(1) Code civil de Zurich, art. 664 et s.

(2) Code civil suédois, titre des successions, chap. xx, art. 1.

ordinaires ; elle n'en est pas moins une tutelle, plus ou moins réglementée.

Dans un second système suivi par l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie (1), on considère que la puissance paternelle a deux attributs essentiels qui en sont inséparables : 1° des pouvoirs sur la personne de l'enfant, droits d'éducation, de garde, de correction ; 2° des pouvoirs sur ses biens et notamment le droit d'administrer son patrimoine.

L'administration des biens est ainsi envisagée plutôt comme une conséquence de la puissance paternelle qu'une véritable tutelle, laquelle s'ouvrira à la mort du père, ou seulement au décès du survivant des parents, selon que la puissance paternelle sera reconnue au père seul, ou au père et à la mère. Dès lors, tant que dure la puissance paternelle, il n'y a pas lieu d'organiser la tutelle, cette dernière protection est inutile, la puissance paternelle donnant à l'enfant toutes les garanties d'une bonne gestion.

Dans un troisième système consacré par notre Code civil, de 1803, on admet la coexistence possible de la tutelle et de la puissance paternelle. On a considéré que le pouvoir d'administrer les biens n'était pas un attribut aussi essentiel de la puissance paternelle, que

(1) Code allemand, art. 1627-1684, 1773 ; code italien, art. 241 ; code espagnol, art. 154 s.

les pouvoirs résultant de celle-ci sur la personne de l'enfant. Si le droit de garde et d'éducation doit nécessairement appartenir au père et à la mère, il en sera différemment du pouvoir d'administrer les biens. Sans doute, du vivant des deux époux, il importe que l'administration des biens ne soit pas séparée de la puissance paternelle, qu'elle en suive les règles, ce sera alors l'administration légale. Mais, à la dissolution du mariage, et pour des causes faciles à déterminer, l'administration des biens se détachera de la puissance paternelle, elle prendra le nom de tutelle, et, dès lors, elle obéira à des principes tout différents. Cette tutelle appartiendra généralement au survivant des père et mère, mais elle peut aussi être dévolue à une tierce personne.

Il est aisé de voir la différence qui sépare ce troisième système du second. La puissance paternelle, dans les pays qui se sont ralliés au deuxième système, suffit à elle seule à remplir le but que l'on se propose d'atteindre. Les parents puiseront dans l'affection naturelle qu'ils ont pour leurs enfants la force nécessaire pour mener à bien la mission que la loi leur a confiée. Toute réglementation de cette puissance serait une atteinte à une autorité donnée par la nature et que la loi doit honorer, respecter.

Notre Code civil n'a pas accepté cette incompatibilité

entre la puissance paternelle et la tutelle. Berlier, dans l'exposé des motifs (1), dit : « Tout mineur n'est pas « nécessairement en tutelle; celui, dont les père et « mère sont vivants, trouve en eux des protecteurs « naturels, et s'il a quelques biens personnels, l'admini- « stration en appartient à son père; la tutelle com- « mence au décès du père ou de la mère, car alors, « en perdant un de ses protecteurs naturels, le mi- « neur réclame déjà une protection plus spéciale de « la loi. »

Ainsi apparaissent nettement les raisons pour lesquelles le législateur suspend l'ouverture de la tutelle, pendant le mariage. L'enfant, mineur de 21 ans, a rarement une fortune personnelle, et, au cas où il posséderait quelques biens, acquis par succession ou autrement, l'administration en sera confiée au père, sans que le législateur se préoccupe de la régler, la présence de la mère, grâce au contrôle incessant qu'elle exerce, donnant à l'enfant toutes les garanties désirables. Mais le mariage vient-il à se dissoudre par le décès de l'un des parents, tout contrôle fait défaut; la puissance paternelle ne suffit plus à procurer à l'enfant la protection que réclament la direction de sa personne, et principalement l'administration de sa fortune; la tutelle s'ouvre désormais;

(1) Locré, 7, p. 234.

le survivant des parents représentera l'enfant en une double qualité, celle de père (ou de mère), et celle de tuteur.

Notre étude a pour objet l'administration légale, durant le mariage (art. 389 du Code civil).

Nous diviserons notre sujet en deux parties. La première sera consacrée à l'examen de l'administration légale, avant la loi du 8 avril 1910 ; la seconde à la loi elle-même.

PREMIÈRE PARTIE

De l'administration légale avant la loi du 8 avril 1910

Cette première partie comprendra 4 chapitres :

PREMIER CHAPITRE : à qui appartient l'administration légale ?

DEUXIÈME CHAPITRE : des pouvoirs de l'administrateur légal.

TROISIÈME CHAPITRE : des garanties accordées à l'enfant mineur.

QUATRIÈME CHAPITRE : de la fin de l'administration légale.

CHAPITRE PREMIER

A QUI APPARTIENT L'ADMINISTRATION LÉGALE ?

Aux termes de l'article 389 du Code civil, l'administration légale est attribuée au père. Le texte ne parle pas de la mère. Doit-on en conclure qu'elle n'aura jamais l'administration des biens de son enfant mineur ? Cette solution serait inexacte. La loi a prévu l'hypothèse nor-

male, celle où le mari est présent, et capable, en fait, de gérer le patrimoine de l'enfant. Mais elle n'a nullement entendu exclure la mère de l'administration; l'art. 390, n'ouvrant la tutelle qu'au jour de la dissolution du mariage, fournit sur ce point un argument décisif (1).

La mère pourra être chargée de l'administration, toutes les fois que le père sera dans l'impossibilité physique, morale ou légale de gérer les biens.

1^o *Impossibilité physique*. — Elle se produira en cas de présomption d'absence; l'article 141 du Code civil est formel. L'absence est-elle déclarée, une tutelle provisoire s'ouvrira; l'art. 141 est exceptionnel, il vise le cas de présomption d'absence, il ne peut être étendu au cas où l'absence serait déclarée. Mentionnons, pour mémoire seulement, le décret du 14 décembre 1870, pendant la guerre franco-allemande, aux termes duquel, en l'absence du père, retenu à l'armée, la mère aurait la garde des enfants mineurs, et l'administration de leurs biens.

2^o *Impossibilité morale*. — Le père est atteint d'aliénation mentale; il est placé dans un établissement d'aliénés, conformément à la loi du 30 juin 1838 (2).

3^o *Impossibilité légale*. — Le père est interdit soit légalement, soit judiciairement. La mère prendra l'administration des biens; à une condition toutefois, c'est que la tutelle du

(1) DEMOLOMBE, t. VI, n^o 449; AUBRY et RAU, t. I, p. 502, § 123.

(2) DEMOLOMBE, t. II, n^o 317; AUBRY et RAU, t. I, p. 639, § 160, texte *in fine* et note 8.

mari lui ait été confiée par le conseil de famille; il en serait autrement si la tutelle était attribuée à un tiers. Nous ne donnerons pas la même solution, au cas où le père serait pourvu d'un conseil judiciaire; il conservera l'administration légale. Toutefois, il a été jugé que l'assistance du conseil serait nécessaire pour les actes énumérés à l'art. 513 du Code civil. Incapable de faire ces actes, quand ils concernent ses propres biens, *a fortiori* ne peut-il pas les accomplir, lorsqu'ils se réfèrent au patrimoine d'autrui (1).

Il résulte clairement de la lecture du texte précité que le droit d'administration légale appartient au père légitime. Doit-on étendre le texte au père naturel qui a reconnu son enfant?

En quelle qualité le père (ou la mère) administrera-t-il les biens que son enfant peut posséder? Avant la loi du 2 juillet 1907, relative à la tutelle des enfants naturels, la question était vivement controversée. Laurent (2) enseignait que l'administration légale étant une conséquence de la puissance paternelle, et le père naturel ayant cette puissance au même titre que le père légitime, il fallait l'assimiler à ce dernier, sur le point qui nous occupe. S'il est, en effet, investi de la puissance paternelle, il doit être tenu de toutes les obligations qui en découlent. Or, l'administration légale est un devoir auquel les parents ne peuvent se soustraire. L'art. 389, il est vrai, parle de l'admi-

(1) Cass. Requêtes, 10 nov. 1897. D. 98, 4, 310.

(2) LAURENT, t. IV, n° 359.

nistration durant le mariage, et semble faire obstacle à cette assimilation. Laurent a répondu que l'on ne pouvait conclure des mots « durant le mariage » à la non application de ce texte aux parents naturels. Nombreux sont les articles, dans le Code civil, parlant d'époux, de mariage, et cependant, de l'aveu de tous, applicables aux père et mère naturels ; l'art. 203, notamment, relatif au devoir d'éducation ; il parle des époux, et certes il comprend les parents naturels.

L'opinion contraire a cependant prévalu en doctrine et en jurisprudence. Si le législateur, durant le mariage, n'a pas organisé la tutelle, cela tient, nous l'avons déjà dit, à ce que le mariage offre à l'enfant toute garantie morale. La présence de la mère n'est-elle pas un contrôle permanent de l'administration par le père des biens de l'enfant ! Or, en dehors du mariage, cette garantie fait défaut. Elle manque totalement, quand l'enfant n'a été reconnu que par son père ; et même au cas où il a été également reconnu par sa mère, la surveillance à laquelle nous faisons allusion est loin d'être complète, les parents ne vivant pas toujours ensemble, et auraient-ils communauté d'existence, l'influence de la mère, qu'aucun lien ne rattache au père, serait nulle le plus souvent. Enfin, aucun texte, au Code civil, ne mentionne l'administration légale du père naturel, et il semble difficile, dans le silence de la loi, de la lui accorder (1).

(1) DEMANTE, 11, n° 128. — DEMOLOMBE, t. VI, n° 650. — Caen, 14 décembre 1896. S. 97, 2, 37. — Cass., 16 nov. 1898. D. 99, 1, 218.

Ces considérations ont paru décisives au législateur de 1907, qui a consacré le système qui prévalait en doctrine et en jurisprudence : « Estimant, comme le dit M. Chas-
« tenet dans son rapport à la Chambre des Députés, que
« lorsque les père et mère ne sont pas mariés, le contrôle
« de la mère est à peu près illusoire, il n'a pas accordé
« l'administration légale aux parents naturels, et ne leur a
« conféré, qu'en qualité de tuteurs, la gestion des biens de
« leurs enfants mineurs ».

Ainsi, en résumé, l'administration légale appartient normalement au père, exceptionnellement à la mère. Ne pourrait-elle pas être attribuée à un tiers ? La question se pose au cas où une libéralité a été faite à l'enfant mineur, sous la condition expresse que l'administration du bien donné serait confiée à un tiers, désigné par l'auteur de la libéralité.

Avant la loi du 8 avril 1910, une vive controverse s'était élevée sur ce point. La difficulté tenait à ce que l'on n'était pas d'accord sur la nature de l'administration légale. Devait-on la considérer comme un droit d'ordre public ? Si l'on admettait l'affirmative, aucune convention particulière ne pouvait y déroger ; dans le cas contraire, la clause insérée dans l'acte de donation (ou dans le testament), devait être tenue comme valable.

Laurent (1) enseignait que la clause en question était nulle, comme portant atteinte à la puissance paternelle. Le

(1) LAURENT, t. IV, n° 298.

législateur de 1803, en écartant la tutelle, et les règles qui la régissent, pendant la durée du mariage, faisait de l'administration légale une conséquence de la puissance paternelle ; dès lors, il la plaçait au-dessus des volontés privées, comme la puissance paternelle elle-même, dont elle était un attribut. Si l'on objectait que l'art. 387 du C. c., autorisait la clause privant le père (ou la mère) de l'usufruit des biens donnés, on répondait que l'on ne pouvait conclure de cette faculté laissée au donateur, au droit pour celui-ci de retirer l'administration même des biens donnés. L'usufruit légal constitue, en effet, une faveur accordée au père, et comme une compensation aux charges qu'entraîne l'éducation de l'enfant ; l'administration légale, au contraire, est établie dans l'intérêt de l'enfant, elle constitue moins un droit, qu'un devoir pour le père. Comment, dès lors, le donateur pourrait-il l'en affranchir ? Nous nous rallions à cette opinion.

L'opinion contraire a cependant prévalu en doctrine et en jurisprudence ; de nombreux arrêts l'ont consacrée (1).

De la lecture de ces arrêts, il ressort que la clause retirant au père l'administration légale ne porte nullement atteinte à la puissance paternelle. Parmi les attributs de la puissance paternelle, il y a lieu de distinguer ceux qui sont relatifs à la personne, tels que le droit de garde, d'éducation, de correction, et ceux qui ont trait aux biens, aux

(1) Req., 9 janv. 1872. D. P. 72, 1, 128. — Cass., 3 juin 1872. D. 72, 1, 241. — Cass., 31 mai 1881 (motifs). D. 82, 1, 22. — Orléans, 12 juill. 1895. S. 95, 2, 244.

intérêts pécuniaires de l'enfant. Si les premiers sont de l'essence même de la puissance paternelle, et par suite en dehors des conventions de l'homme, les seconds, à raison de leur caractère exclusivement pécuniaire, moins essentiels, sont du domaine des volontés privées ; les conventions qui s'y réfèrent doivent être respectées. Cette distinction entre les divers attributs de la puissance paternelle, était sans doute purement arbitraire ; la loi ne la faisant pas, l'interprète n'avait pas le droit de la faire ; mais elle était commandée par l'intérêt de l'enfant, qui, en la matière, est dominant. Les tribunaux se trouvaient en présence de pères prodigues, dissipateurs, et, déclarer nulle la clause, que le donateur prévoyant avait insérée dans l'acte, c'eût été exposer l'enfant, à sa majorité, à ne plus trouver intacte la libéralité qui lui avait été faite. En outre, l'art. 387 du C. c., permettant à l'auteur de la libéralité de retirer au père la jouissance légale, ne contient-elle pas implicitement le droit de lui enlever, par le même acte, l'administration ? A quoi bon, en effet, priver le père de l'usufruit des biens donnés, s'il en conserve l'administration ? Ne peut-il pas, en fait, s'approprier les revenus et réduire à néant les volontés du donateur ? Sans doute, l'enfant aurait, à sa majorité, le droit de s'adresser à la justice, mais son action, au cas où il se déciderait à l'exercer, pourrait être inefficace.

CHAPITRE II

DES POUVOIRS DU PÈRE ADMINISTRATEUR ; DE LEUR ÉTENDUE

Examen doctrinal ; jurisprudence.

I. — Examen doctrinal.

La question des pouvoirs du père administrateur légal, a donné lieu, avant la loi du 8 avril 1910, à de nombreuses et vives controverses. Le père administrateur légal peut-il faire seul, sans condition et presque sans contrôle, les actes les plus importants, intéressant le patrimoine de son enfant mineur, ou doit-il observer les règles qui gouvernent la tutelle ?

La difficulté, que soulève cette question, tient principalement au laconisme de la loi, à la place qu'occupe notre article 389 au titre de la minorité et de la tutelle et aux travaux préparatoires.

On sait que l'article 389 a été inséré au Code, au titre de la tutelle, sur la proposition du Tribunal. Ce texte conte-

naît trois alinéas ; le troisième était ainsi conçu : « tout ce qui intéresse la propriété des biens, sera réglé par les dispositions de la section VIII. » Or, ce troisième alinéa ne fut pas maintenu, et, dès lors, les questions suivantes se posent : l'insertion de notre texte au chapitre de la tutelle est-elle le pur effet du hasard, ou au contraire est-elle intentionnelle ? Quels sont les motifs de la suppression du troisième alinéa ? Doit-on voir dans cette suppression la preuve de l'abandon, par le législateur, de toutes les règles de la tutelle, ou peut-elle s'expliquer par le désir d'éviter toute confusion entre la tutelle et l'administration légale, ces deux institutions n'étant pas, en tous points, soumises aux mêmes règles ? Autant de questions délicates, à la solution desquelles sont attachés les plus graves intérêts.

Dans un premier système, auquel nous nous rallions, on soutient que notre texte a été inséré à tort au chapitre de la tutelle ; sa place était au titre de la puissance paternelle. Mais comme ce titre avait reçu sa rédaction définitive, et qu'il était trop tard, pour y annexer le texte nouveau, la section de Législation du Tribunat en demanda l'insertion au titre de la tutelle. Cette circonstance n'altère en rien le caractère de l'administration légale ; attribut, et conséquence de la puissance paternelle, elle échappe à toutes les règles de la tutelle. Les travaux préparatoires sont formels sur ce point. Les rédacteurs du Code ont pensé que, durant le mariage, toute réglementation de l'administration était inutile, la présence de la mère constituant, pour l'enfant, une protection suffisante. C'est seu-

ment à la dissolution du mariage, qu'il y aura lieu de surveiller la gestion du tuteur. L'enfant a perdu l'un de ses protecteurs naturels; il a recueilli une succession; des conflits d'intérêts peuvent surgir, entre lui et le survivant; une réglementation devient utile, nécessaire.

Telle paraît bien être la pensée des rédacteurs du Code : l'administration légale, attribut de la puissance paternelle, respectée, intangible comme cette puissance, dont elle était une émanation. Cette pensée, au surplus, n'était pas nouvelle; elle avait son appui dans l'ancien droit, où la légitime administration avait toujours été séparée de la tutelle (1). C'est d'elle que s'inspirera le législateur, lorsque, par la loi du 27 février 1880, relative aux valeurs mobilières du pupille, il apportera aux pouvoirs du tuteur une limitation nouvelle; lors de la discussion de la loi, il sera formellement déclaré qu'elle ne serait pas applicable au père administrateur, qu'aucune restriction ne serait apportée à ses pouvoirs.

En résumé, dans ce système, le père est investi de pouvoirs souverains; il pourra faire seul, sans l'autorisation du conseil de famille, sans l'intervention de justice, les actes les plus importants. Le législateur a le ferme espoir que le père n'abusera pas de sa puissance, et que son administration, sous le contrôle éclairé de la mère, sera en tous points conforme aux intérêts de l'enfant (1).

(1) MERLIN, Rep., t. VII. V. légitime administration; — Coquille sur l'art. 2 de la Coutume du Nivernais. — DE LAURIÈRE sur Loysel. *Inst. coutumières*, 1, titre IV, règle 1.

(2) ZACHARIÉ 1, § 207, texte et note 12.

Ce système, malgré la tradition, et l'autorité qui s'attache aux travaux préparatoires, n'a pas prévalu en doctrine et en jurisprudence. Beaucoup d'auteurs, et non les moins considérables, ont pensé qu'il était dangereux, pour les intérêts de l'enfant, que des pouvoirs illimités fussent accordés au père; et cela d'autant plus, que, durant le mariage, la garantie de l'hypothèque légale fait totalement défaut à l'enfant.

Les textes consacrent-ils l'omnipotence du père? On peut en douter. En quelle qualité le père gère-t-il les biens de l'enfant mineur? En qualité d'administrateur (art. 389), il agit en vertu d'un mandat général, qui lui est confié par la loi; il a tous les pouvoirs qu'un mandat de cette nature peut donner, mais pas plus. Or, l'article 1988 C. c. les précise: « le mandat conçu en termes généraux n'em-
« brasse que les actes d'administration; s'il s'agit d'aliéner,
« d'hypothéquer, ou de quelque autre acte de propriété,
« le mandat doit être exprès. » Tel est le principe; l'intérêt de l'enfant commande qu'il soit respecté, et non méconnu.

Ce point de départ une fois admis, une nouvelle difficulté apparaît: si le père administrateur a des pouvoirs restreints, s'il ne peut faire seul que les actes d'administration, à quelle autorité devra-t-il s'adresser, pour accomplir valablement les actes qui n'auront pas ce caractère?

MM. Aubry et Rau, et Demolombe proposent, relativement aux pouvoirs du père, d'assimiler l'administration légale à la tutelle. Le père administre, comme le tuteur,

un patrimoine appartenant à un mineur. L'administration, dont la loi l'a investi, lui donne les mêmes droits; elle lui impose les mêmes formalités. Si on objecte que le troisième alinéa de l'art 389 n'a pas été maintenu, les jurisconsultes éminents, qui soutiennent ce système de l'assimilation, répondent que le législateur a voulu marquer, par la suppression de ce troisième alinéa, que le père, durant le mariage, ne serait pas placé sous la surveillance d'un subrogé tuteur, et sous la dépendance d'un conseil de famille permanent; que celui-ci ne pourrait ni le destituer, ni lui donner des instructions; mais il n'a nullement entendu exclure l'intervention du conseil de famille, au cas où le père accomplirait des actes excédant les bornes de son administration. Il faut, de toute nécessité, opter pour l'omnipotence du père, lui reconnaître des pouvoirs souverains, ou appliquer à son administration les règles de la tutelle. On ne peut, en effet, admettre que le père, pour être habilité à passer un acte, qu'il n'aurait pas le droit de faire seul, demande directement au tribunal civil l'autorisation dont il a besoin. Qui dit tribunal, dit par cela même conseil de famille. Comment, en effet, le tribunal pourrait-il donner, en connaissance de cause, l'autorisation qui lui est demandée? Il ne connaît pas les affaires du mineur; seul le conseil de famille est en mesure de lui fournir les renseignements propres à éclairer sa religion; si l'avis de famille lui faisait défaut, il accepterait, le plus souvent, sans les contrôler, les déclarations du père. Soutiendra-t-on, dans ce système, que les inté-

rêts de l'enfant seraient pleinement sauvegardés ? Evidemment non. Donc, ou le père, administrateur légal, aura tous les pouvoirs, ou il obéira aux règles de la tutelle, et à toutes.

Le système de l'assimilation frappe par sa simplicité ; il est séduisant. Mais peut-on affirmer qu'il est conforme à l'intention du législateur ? On peut en douter. Nous avons déjà dit, que l'art. 389 avait été introduit dans le Code, sur la proposition du Tribunat. La section de législation fit remarquer que « jamais jusqu'à ce jour, le père ne fut « qualifié de tuteur de ses enfants, avant la dissolution du « mariage. Si, pendant que le mariage existe, la loi n'ad- « mettait aucune différence entre le père et le tuteur pro- « prement dit, il faudrait que le père fût, par rapport aux « biens personnels de ses enfants, assujetti, durant le ma- « riage, à toutes les conditions et charges que la loi im- « pose au tuteur ; il faudrait que le père fût sous la sur- « veillance d'un subrogé-tuteur, sous la dépendance d'un « conseil de famille, ce qui répugne à tous les principes « continuellement reçus (1). »

Le troisième alinéa de l'article proposé paraissant contredire les observations faites par le Tribunat, il fut écarté. N'était-ce pas indiquer clairement, que le conseil de famille était un organe propre à la tutelle, que cette institution devait rester étrangère à l'administration légale.

Entre les deux systèmes que nous venons d'exposer, ce-

(1) FENET, t. X, p. 608.

lui de l'omnipotence du père et celui de l'extension des règles de la tutelle à l'administration légale, se place un système intermédiaire que la doctrine, en grande partie, a soutenu, et cherché à faire prévaloir en jurisprudence. S'il est dangereux pour les intérêts de l'enfant d'investir le père de pouvoirs souverains, si, d'autre part, étant donnés les travaux préparatoires, l'assimilation avec la tutelle est impossible, le parti le plus sage est de s'en tenir aux termes mêmes de l'art. 389. Le père est administrateur des biens de l'enfant. En cette qualité, il peut faire seul les actes qui rentrent dans l'administration, mais pour les actes qui n'auront plus ce caractère, il devra recourir directement au tribunal. Les textes, sans doute, sont muets sur ce point, mais cette solution se justifie par le droit de contrôle, qui est reconnu aux tribunaux, sur l'exercice de la puissance paternelle. Toutefois, il reste une difficulté à résoudre, et elle est considérable, à en juger par les dissertations auxquelles elle a donné lieu dans la doctrine. Le père a qualité pour faire seul les actes d'administration, mais quelle est la limite assignée à ces actes ? Ou finissent-ils ? Où commence l'acte de disposition ? Des auteurs ont proposé de donner au texte l'interprétation la plus large, et de dire que le père pourrait seul faire tous les actes, que le tuteur peut accomplir, soit seul, soit avec l'autorisation du conseil de famille ; pour les actes qui exigent, en outre, l'homologation du tribunal, le père devra s'adresser à la justice, sollicitant, non plus une homologation, le terme serait impropre, aucune délibération n'éma-

nant du conseil de famille, mais une autorisation du tribunal.

Si l'on adopte cette manière de voir, le père administrateur pourrait seul représenter son fils en justice ; intenter une action en partage, ou y défendre ; introduire une action relative aux droits immobiliers du mineur ; acquiescer à une demande relative aux mêmes droits ; accepter une succession au nom de son enfant, ou la répudier, etc. En résumé, le père réunit en sa personne les pouvoirs du tuteur et du conseil de famille ; il a une situation privilégiée, par rapport au tuteur, et, d'autre part, les intérêts de l'enfant sont sauvegardés (1).

Cette interprétation de l'art. 389 a été critiquée par Laurent (2), comme ne reposant sur aucune base sérieuse. Le père, dit le texte, est un administrateur. Dès lors, il y a lieu de rechercher ce qu'il faut entendre par acte d'administration, et par acte de disposition. Or, les actes de disposition, d'après le savant auteur, sont ceux qui entraînent une aliénation totale ou partielle d'un bien quelconque ; tout acte qui n'entraîne pas une aliénation est par cela même un acte d'administration.

Si l'on accepte cette définition de l'acte d'administration, on aboutit à des conséquences singulières : le père aurait, sur certains points, des pouvoirs plus restreints que le tuteur.

M. Baudry-Lacantinerie a proposé un autre critérium

(1) MARCADÉ, t. II, n° 155.

(2) LAURENT, t. IV, n° 304.

pour distinguer l'acte d'administration de l'acte de disposition (1). A ses yeux, l'acte d'administration est celui qui a pour but de conserver, de faire fructifier, ou augmenter le patrimoine de l'enfant ; serait au contraire un acte de disposition, l'acte qui ne tendrait pas à conserver, à augmenter le capital. Mais cette définition de l'acte d'administration est bien vague, et, dans la pratique, l'application en serait difficile.

II. — Jurisprudence.

Ces controverses doctrinales exposées, examinons les solutions de la jurisprudence, sur les cas qui ont été soumis à son appréciation. Pour plus de clarté, nous distinguerons : 1^o les actes que le tuteur peut faire seul ; 2^o les actes pour lesquels l'autorisation du conseil de famille est nécessaire, mais suffisante ; 3^o ceux qui exigent, outre l'avis de famille, l'homologation du tribunal ; 4^o et même dans un cas l'avis de trois jurisconsultes et 5^o ceux qu'il lui est interdit de faire. Nous rechercherons quelles ont été les décisions de la jurisprudence, quand ces divers actes, au lieu d'être passés par le tuteur, émanent du père administrateur légal.

I. *Actes que le tuteur peut faire seul.* — Les actes qui rentrent dans cette catégorie ont tous pour but la conser-

(1) BAUDRY, t. V, n^o 198.

vation, le développement du patrimoine de l'enfant mineur. Passons en revue les principaux de ces actes.

1° *Baux*. — Le tuteur a qualité pour donner à bail les immeubles du pupille, pour faire les réparations d'entretien, percevoir les loyers, les fermages, donner quittance, etc. Le père administrateur légal a les mêmes pouvoirs. Relativement à la durée des baux, ainsi qu'à la période de renouvellement ; les articles 1429 et 1430 recevront leur application. Aucune controverse n'est possible sur ces divers points.

2° *Paiement des capitaux*. — L'enfant a des créances à recouvrer. Le père, comme le tuteur, peut donner quittance aux débiteurs, sans que ceux-ci soient fondés à subordonner le paiement à la justification préalable de l'emploi, ou du emploi (ainsi jugé par la Cour de Lyon le 9 août 1877) (1).

3° *Placement des fonds*. — C'est là un acte d'administration, quelle que soit l'interprétation que l'on donne à l'art. 389 ; que l'administration, dont le père est investi, soit une administration large, ou restreinte, le placement des capitaux peut être considéré comme rentrant dans les pouvoirs du père. Il jouit donc d'une liberté absolue d'effectuer les placements, comme il le jugera à propos.

Peut-il acheter à crédit des immeubles, au nom de son enfant mineur, se réservant d'en payer le prix avec des sommes d'argent qu'il doit encaisser dans la suite ? La

(1) Lyon, 9 août 1877. S. 78, 2, 174.

Cour de cassation a reconnu ce droit au tuteur (1); indirectement, elle donnait le même pouvoir au père administrateur légal. Toutefois, il a été jugé que l'opération serait nulle, si elle était faite moins dans l'intérêt de l'enfant que dans celui du père (2). Dans l'espèce, le père avait acheté à crédit un immeuble au nom de son enfant, alors qu'il avait en sa possession les fonds suffisants pour payer le prix de vente. En demandant au vendeur des termes, pour le paiement, il se proposait de disposer, pour son compte personnel, des fonds existants; l'opération dissimulait ainsi un emprunt. Il y avait là une fraude, qui devait entraîner la nullité de la vente, à une condition toutefois, c'est que le tiers vendeur fût complice de la faute commise par le père.

Il a été jugé par la Cour d'Orléans (3), que le testateur, en faisant un legs à un enfant mineur, sous l'administration légale de son père, avait le droit, non seulement de priver celui-ci de la jouissance et de l'administration des sommes léguées, mais encore d'ordonner que le placement des fonds aurait lieu par les soins d'un tiers, qu'il désignait, et de la manière déterminée par lui, les revenus devant recevoir le même emploi jusqu'à la majorité de l'enfant. Sous cette réserve, le père a toute latitude pour placer, comme il l'entend, les capitaux appartenant à l'enfant.

(1) Cass. Req., 5 janv. 1863. D. 63, 1, 77.

(2) La Martinique, 13 août 1863. Sous cass., 2 mai 1865. D. 65, 1, 365.

(3) Orléans, 21 avril 1894, S. 94, 2, 303.

II. *Actes que le tuteur peut accomplir avec l'autorisation du conseil de famille* : acceptation d'une donation ; d'une succession ; répudiation d'une succession, d'un legs ; action en revendication d'un immeuble ; action en partage ; aliénation de valeurs mobilières.

1^o *Donation*. — Une libéralité est faite à un mineur, placé sous l'administration légale de son père. Celui-ci peut-il l'accepter seul, sans être astreint à demander, comme le tuteur, l'avis du conseil de famille ? (art. 463 C. c.). Il a été jugé que le père pouvait accepter seul la donation, mais en qualité de père, plutôt qu'en qualité d'administrateur. Dans l'espèce, l'art. 935 du C. c. était applicable, et non l'art. 389 (1).

2^o *Succession*. — Quand une succession est échue à un pupille, le tuteur, aux termes de l'art. 461, ne peut l'accepter que sous bénéfice d'inventaire, et après autorisation du conseil de famille. Que décider, quand l'héritier est un enfant mineur, sous l'administration légale de son père ? Il a été jugé par la Cour de Paris, que le père devait accepter la succession sous bénéfice d'inventaire, au nom de son enfant ; la Cour invoque l'art. 776 du C. c. qui ne distingue pas, suivant que le mineur est en tutelle ou non (2). Mais la même Cour, assimilant le père administrateur au tuteur autorisé par le conseil de famille, l'a dispensé de l'autorisation du conseil de famille (3).

(1) Paris, 24 octobre 1902, D. 1903, 2, 121.

(2) Paris, 22 mars 1894, D. 96, 2, 105.

(3) Paris, 18 févr. 1901, D. 1901, 2, 362.

MM. Aubry et Rau ont soutenu l'opinion contraire. A leur avis, le père doit consulter le conseil de famille. Ils s'appuient sur l'art. 776, qui renvoie au titre de la minorité et de la tutelle, par conséquent à l'art. 461, rendant obligatoire l'autorisation du conseil de famille. On peut répondre, que l'art. 389 fait également partie du titre de la minorité et de la tutelle, et que l'art. 776 peut aussi bien renvoyer à ce dernier article qu'à l'art. 461. Or, l'art. 389 détermine les pouvoirs du père, et nous en connaissons l'étendue.

3^o *Renonciation à une succession.* — L'art. 461, mettant sur la même ligne l'acceptation et la répudiation, il y a lieu de donner la même solution que précédemment : le père a qualité pour répudier une succession échue à son enfant, sans le contrôle du conseil de famille.

4^o *Legs universel ou particulier.* — Il a été jugé que le père peut accepter seul un legs universel, fait à son enfant, et délivrer seul les legs particuliers mis à sa charge (1).

Un legs particulier est-il fait à l'enfant mineur, nous donnerons la même décision, en l'appuyant sur l'art. 935, et non sur l'art. 389. Un arrêt de la cour de Paris a cependant autorisé le père à accepter le legs fait à son enfant mineur, en se basant sur ce dernier art. (2). Le père, dit l'arrêt, a reçu, comme administrateur légal, les pouvoirs les plus larges ; il a qualité pour recevoir un legs, au nom

(1) Paris, 2 juin 1865. S. 63, 2, 216.

(2) Paris, 22 mars 1894. D. 96, 2, 103.

de son enfant, et l'accepter, même au cas où il serait grevé de charges spéciales. Il s'agissait, dans l'espèce, d'un legs d'actions, non entièrement libérées ; l'enfant, en acceptant le legs, par l'intermédiaire de son père, assumait l'obligation de compléter les versements.

5^o *Actions immobilières.* — Le tuteur ne peut intenter une action immobilière, sans l'autorisation du conseil de famille. Il a été jugé que le père, administrateur légal, avait qualité pour exercer cette action, sans aucune autorisation (1). Il peut même acquiescer seul à un jugement, relatif aux droits immobiliers de son enfant, et notamment au jugement qui a rejeté l'action en rescision, pour cause de lésion, intentée par lui au nom de son enfant (2).

6^o *Action en partage.* — Le tuteur a qualité pour défendre seul, au nom du pupille, à une action en partage ; c'est là, en effet, un acte nécessaire. Il en est autrement, au cas où il veut agir en partage ; il a besoin, pour exercer valablement cette action, de l'autorisation du conseil de famille. Nul doute que le père, administrateur légal, ait le même pouvoir que le tuteur, quand il s'agit de défendre à une action en partage, intentée contre lui, par les cohéritiers de son enfant mineur. Nous donnerons la même solution, quand il y aura lieu, non plus de défendre à une demande en partage, mais d'intenter, au nom de son enfant, une action en partage. Un arrêt de la Cour de Dijon, sur lequel nous aurons à revenir, quand nous parlerons

(1) Bourges, 11 févr. 1863. D. P. 64, 5, 305.

(2) Cass. Req., 3 juin 1867. D. P. 68, 1, 27.

de l'aliénation des immeubles du mineur, est formel sur ce point (1). Le père n'a besoin d'aucune autorisation. Les auteurs qui assimilent l'administration légale à la tutelle, comme MM. Demolombe et Aubry et Rau, combattent cette solution, et exigent préalablement l'avis de famille.

Le partage, intéressant un mineur, doit être fait en justice (art. 838); fait à l'amiable, par le père, il n'aurait qu'un caractère provisionnel (art. 840).

7^o *Valeurs mobilières*. — Que décider relativement aux valeurs mobilières que peut posséder l'enfant? Le père jouit-il de pouvoirs illimités? Sur ce point, il ne peut exister aucun doute. Le père a toute liberté, soit pour convertir les titres nominatifs en titres au porteur (*a fortiori* pour conserver la forme au porteur); soit pour les aliéner, quelqu'en soit le chiffre. Avant la loi du 27 février 1880, relative à la fortune mobilière du mineur, la question, semble-t-il, ne pouvait être controversée. Le tuteur lui-même avait le pouvoir de disposer des valeurs mobilières, appartenant à son pupille, à l'exception des rentes sur l'Etat, et des actions de la Banque de France, en vertu de la loi du 24 mars 1806, et du décret du 25 septembre 1813, apportant une limitation aux droits du tuteur, quand ces valeurs excédaient un certain taux, en revenus et en capital. Ainsi l'avait décidé la jurisprudence, par plusieurs

(1) Dijon, 31 décembre 1891. D. 92, 2, 233.

arrêts de cassation, principalement à partir de 1871 (1). Le père, administrateur légal, devait, à plus forte raison, avoir les mêmes pouvoirs. Toutefois si on admettait, avec Laurent, que les actes de disposition, étaient interdits au père administrateur, et que, par acte de disposition, il fallait entendre les actes, qui entraînaient une aliénation totale ou partielle d'un bien quelconque, c'était la solution contraire qui aurait dû prévaloir. Mais ce système était inadmissible ; il aurait en effet, abouti à des conséquences singulières : le père, administrateur légal, investi de pouvoirs inférieurs à ceux du tuteur.

Depuis la loi du 27 février 1880, la même solution doit être donnée. Comme nous l'avons déjà fait remarquer plus haut, le rapporteur de la loi, M. Denormandie, lors de la discussion de la loi, a déclaré, en termes formels, que la loi ne visait que le tuteur, qu'elle n'était pas applicable au père administrateur légal dont les droits devaient demeurer intacts. M. Cazagne avait proposé un amendement en sens contraire ; il fut repoussé. L'intention du législateur n'est donc pas douteuse. En conséquence, le père pourra disposer, sans autorisation ni contrôle, de toutes les obligations ou actions inscrites au nom du mineur (2). Cette solution est confirmée par l'art. 389, qui constitue le

(1) Cass., 3 fév. 1873. D. supp. t. X, p. 709, note 2. — Cass., 4 août 1873. D. 73, 5, 468.

(2) Séance du Sénat, 17 fév. 1880, *Journ. off.* du 18. — Circul. de M. Cazot, ministre de la Justice du 20 mai 1880. D. 80, 4, 72. 2^e colonne *in fine*.

père comptable des biens de son enfant. La loi ne le considère donc pas comme un dépositaire, tenu de restituer en nature les valeurs qu'il a reçues ; il doit rendre compte seulement du prix qu'il a retiré (1). Cette opinion a prévalu, en doctrine et en jurisprudence (2).

III. *Actes que le tuteur ne peut passer qu'avec l'autorisation du conseil de famille, et l'homologation du tribunal : emprunter, aliéner un immeuble.*

1^o *Emprunt.* — L'emprunt est un acte grave ; c'est, a-t-on dit, le chemin de la ruine. Aussi, quand il est fait, au nom du pupille, par le tuteur, la loi l'entoure-t-elle de formalités nombreuses, destinées à garantir le patrimoine du mineur contre toute dilapidation. Aux termes de l'art. 457 du Code civil, le tuteur doit demander l'autorisation du conseil de famille, et l'homologation du tribunal ; il doit justifier l'emprunt. A cet effet, il doit indiquer les causes qui le rendent nécessaire : c'est une réparation urgente, par exemple, à faire à un immeuble ; c'est une dette criarde à éteindre, ou productive d'intérêts, à un taux supérieur à celui accepté par le prêteur. En outre, il doit démontrer l'insuffisance des revenus du mineur, la nécessité, par suite, de recourir au crédit, pour atteindre le but proposé. Le père, administrateur légal, est-il as-

(1) Sic BAUDRY-LACANTINIERE, t. V, n^o 207.

(2) DEMOLOMBE, t. VI, n^o 437. — AUBRY et RAU, I, § 123, texte et note 40. Seine, 28 avril 1882. S. 82, 2, 207. — Amiens, 11 juin 1890. D. 91, 2, 335. — Seine, 4 mars 1896. D. 97, 2, 29.

treint aux mêmes formalités, quand il juge utile de négocier un emprunt, dans l'intérêt de son enfant ? La Cour de cassation, par arrêt du 2 mai 1865, a admis l'affirmative (1), avec cette restriction toutefois, que l'avis de famille n'est pas préalable à l'homologation du tribunal, ou plutôt à l'autorisation du tribunal, puisque, tant que dure le mariage, le conseil de famille n'existe pas. A citer également dans le même sens, un jugement du tribunal de Gex, annulant un emprunt fait par le père administrateur légal, au nom de son enfant mineur, sans l'intervention de justice, et déclarant le fils responsable des sommes empruntées, seulement dans la mesure du profit par lui réalisé (2).

2^o *Aliénation d'immeubles*. — Le père, administrateur légal, peut-il, sans autorisation, aliéner les immeubles appartenant à son enfant mineur ?

L'aliénation, par le père, d'un immeuble, est un acte dont les conséquences peuvent être graves pour l'enfant. Il transforme, en effet, la fortune de celui-ci, et substitue à son usufruit un droit de quasi-usufruit. Propriétaire des deniers, qui proviennent de la vente, il peut les dissiper, devenir insolvable, et causer ainsi au patrimoine de l'enfant le plus grand préjudice.

Admet-on, avec Demolombe et Aubry et Rau, que les règles de la tutelle régissent l'administration légale, le père devra, pour aliéner valablement, obtenir l'autorisation du conseil de famille, et l'homologation du tribunal, confor-

(1) Cass., 2 mai 1865. S. 65, 1, 206.

(2) Trib. Gex, 18 mai 1898. — Pandectes franç., 1900, 2, 17.

mément à l'art. 457 du Code civil. Ces formalités ont pour but de garantir le patrimoine du mineur ; le père est tenu de les observer. Ce système protecteur des intérêts de de l'enfant a été consacré par plusieurs tribunaux et cours d'appel (1).

Dans le système soutenu par Laurent, l'autorisation de justice est suffisante ; il n'est pas nécessaire de la faire précéder d'un avis de famille. L'aliénation d'un immeuble est un acte de disposition ; or, le père a des pouvoirs restreints aux actes d'administration (2).

Dans le silence des textes, nous conformant à la tradition, et aux travaux préparatoires, nous nous sommes ralliés à la théorie de l'omnipotence du père. En conséquence, le père a le pouvoir de disposer, sans autorisation aucune, ni de justice, ni du conseil de famille, des immeubles appartenant à son enfant, et à l'amiable.

Cette théorie a été acceptée plus ou moins formellement par quelques arrêts, notamment par la Cour de Dijon (3). Au cours d'une instance en partage, le père administrateur avait demandé la licitation d'un immeuble, compris dans la masse. La Cour lui en reconnut le pouvoir, pour les

(1) Villefranche, 12 mars 1887. S. 87, 2, 117. — Douai, 22 janv. 1894. D. 94, 2, 296.

(2) LAURENT, t. IV, n° 314. — HUC, t. III, n° 245, al. 3. — Chambre du Conseil de la Seine, 26 janv., 15 juin, 6 juill. 1853. — BERTIN, Chambre du Conseil, t. I, p. 483, 566.

(3) Dijon, 31 déc. 1891. D. 92, 2, 233. — Besançon, 11 nov. 1898. D. 99, 2, 81. — Rouen, 22 janv. 1902. Répertoire du notariat. DEFRENOIS, 1902, n° 12291.

motifs suivants : « attendu, au surplus, qu'on ne saurait, « en l'espèce, considérer comme constituant une aliénation « proprement dite, sans rapport avec le droit d'adminis- « tration très étendu, qui paraît avoir été conféré au « père pendant le mariage, une action en justice qui ne « tend à la licitation d'un immeuble que comme consé- « quence et accessoire d'une demande en partage qu'il « appartient en principe au tuteur de provoquer, avec la « seule autorisation de conseil de famille. »

Cet arrêt de la Cour de Dijon ne consacre peut-être pas d'une manière parfaite notre théorie, ainsi que l'a fait remarquer M. de Loynes, dans une note, sous l'arrêt. Si le père a le pouvoir de provoquer la licitation, c'est uniquement parce que sa demande est une conséquence, un accessoire de l'action en partage qu'il a le droit d'exercer. Peut-être, la Cour aurait-elle donné une autre solution, si la demande en licitation ne lui était pas apparue avec ce caractère accessoire. D'après M. de Loynes, on ne peut conclure du droit d'agir en partage, au pouvoir de provoquer une licitation. Sans aucun doute, la licitation est une aliénation, l'art. 1686 C. c., par sa place au titre de la vente, prouve clairement que telle est bien la nature de l'opération. L'art. 883, attribuant au partage un effet déclaratif, ne lui enlève pas ce caractère. La règle qu'il contient est le résultat d'une fiction, qui ne doit pas être étendue au delà du but que la loi se propose d'atteindre, à savoir : maintenir intact le principe de l'égalité des lots entre les héritiers. La demande en licitation constitue en réalité,

pour le père, une aliénation, quel que soit le résultat de la mise aux enchères. Est-ce un étranger qui se porte adjudicataire? ce sera certain. Est-ce un copartageant? sans doute, le jugement d'adjudication aura un effet déclaratif, mais pour l'enfant seulement, dans ses rapports avec ses cohéritiers; et, au surplus, au début, on ne peut prévoir au profit de qui l'adjudication sera prononcée; le caractère de l'opération doit être le même, quel que soit le résultat de la licitation.

Signalons un autre arrêt, de la même Cour (1), confirmant notre théorie des pouvoirs illimités, mais d'une manière encore imparfaite. La Cour pose, en principe, que l'autorisation du conseil de famille n'est pas nécessaire pour l'aliénation d'un immeuble appartenant à l'enfant mineur, repoussant ainsi l'application des articles 953 et s. du Code de procédure civile; quant à l'autorisation du tribunal, elle serait exigée, si l'aliénation n'était pas commandée par les nécessités de l'administration; elle ne le serait pas, dans le cas contraire.

IV. *Actes exigeant, outre les formalités ci-dessus, l'avis préalable de trois jurisconsultes : la transaction.*

Le père administrateur peut-il transiger seul, sur les droits de l'enfant, mobiliers ou immobiliers? quand la transaction intéresse le patrimoine d'un enfant en tutelle, la loi l'entoure de formalités nombreuses. C'est ainsi que le tuteur doit faire précéder l'autorisation du conseil de

(1) D ijon, 13 juin 1900. D. 1902, 2, 46.

famille, et l'homologation du tribunal, de l'avis de trois jurisconsultes. La transaction est, en effet, un acte grave. Si les droits de l'enfant sont certains, il est préférable, dans son intérêt, de saisir la justice ; transiger, c'est abdiquer une partie de ses prétentions, et, au cas où elles sont fondées, c'est éprouver un préjudice réel ; aussi y a-t-il lieu d'approuver les garanties prises par le législateur, pour la sauvegarde des intérêts du pupille.

Doit-on étendre cette protection à l'administration légale ? La jurisprudence est incertaine. En général, elle proclame l'omnipotence du père, administrateur légal. Celui-ci a une autorité absolue, sans limite, sans contrôle. Capable d'exercer une action mobilière ou immobilière, au nom de son enfant, on en conclut qu'il peut transiger. Soumettre à l'autorisation de justice l'acte du père, serait porter atteinte à sa puissance paternelle : elle doit demeurer libre, respectée (1).

Toutefois, il a été jugé par la Cour de Bordeaux, que la transaction, consentie par un père au nom de son enfant mineur, en qualité d'administrateur légal, est nulle, quand il est établi que le père a agi plutôt dans son propre intérêt que dans celui de son enfant (2). L'arrêt de la Cour a été annoté par M. Planiol. Notre savant maître con-

(1) Amiens, 1^{er} mars 1883. S. 84, 2, 41. — Douai, 25 fév. 1901. S. 1903, 2, 5. — Tribunal de la Seine, 28 mai 1900. P. 1902, 2, 45. — Cass., 19 juill. 1903. S. 03, 1, 520.

(2) Bordeaux, 24 janv. 1901. D. 1902, 12, 377. — Note de M. Planiol.

sidère, comme un point acquis, le droit du père, administrateur légal, d'accomplir seul, sans aucune autorisation, les actes les plus importants intéressant le patrimoine de son enfant. Les cours et tribunaux se réservent seulement d'examiner après coup la gestion du père, et d'annuler, s'il y a lieu, les actes passés par lui. Grâce à ce contrôle, les intérêts de l'enfant sont sauvegardés. Mais ne serait-il pas préférable de soumettre l'administration légale à la nécessité de consulter le tribunal, plutôt que de prononcer des annulations ; ce retour à la pratique romaine, de l'*in integrum restitutio* au profit du mineur lésé, n'est pas un progrès.

L'arrêt de la Cour de Bordeaux doit être rapproché d'un arrêt de la Cour de la Martinique, déjà cité, annulant un achat à crédit fait par le père, au nom de son enfant, comme dissimulant un emprunt déguisé (1). Dans les deux cas, l'acte est déclaré nul, non pas pour défaut de forme, mais par une sorte d'*in integrum restitutio* au profit de l'enfant, comme étant contraire à ses intérêts.

Au moment où nous mettions la dernière main à notre travail, le tribunal de la Seine rendait un jugement, dont le compte rendu se trouve dans le « Journal » du 28 mars 1914, dans lequel nous voyons une nouvelle preuve de ce pouvoir que les cours et tribunaux se sont attribué, de contrôler les actes du père, administrateur légal, de maintenir dans de justes limites l'exercice de la puissance

(1) Voir plus haut.

paternelle, et celui de l'administration légale, qui n'en est qu'un attribut. Dans l'espèce soumise au tribunal, un père, administrateur légal, avait négocié, grâce à la complicité d'un banquier, un titre de rente, immatriculé au nom de son enfant mineur, et en avait dissipé le prix. Le père, insolvable, étant venu à mourir, l'enfant, à sa majorité, actionne en dommages-intérêts le banquier, complice de la fraude, et obtient la réparation intégrale du préjudice causé.

« Attendu, dit le tribunal, en droit, que, si sous l'em-
 « pire de la législation qui a précédé la loi du 6 avril 1910,
 « le père, administrateur légal des biens de son enfant mi-
 « neur, n'était point soumis aux règles de la tutelle, spé-
 « cialement à celles concernant l'aliénation des valeurs
 « mobilières qui appartiennent au mineur, ses actes de
 « gestion n'en étaient pas moins assujettis au contrôle de
 « l'autorité judiciaire, etc... que le père est tenu, comme
 « tout gérant de la fortune d'autrui, de rendre compte à
 « son fils, majeur, de la manière dont il a administré les
 « biens de celui-ci.

« Attendu qu'il est responsable, à ce titre, des fautes
 « qu'il a commises au cours de sa gestion ; qu'il l'est à plus
 « forte raison des actes qui ont eu pour conséquence de
 « dépouiller le mineur, lorsqu'ils ont été accomplis par la
 « fraude ; que si le mineur articule et démontre que ces
 « actes sont le résultat d'une véritable collusion, le tiers
 « qui s'y est prêté, en connaissance de cause, devient res-
 « ponsable au même titre, vis-à-vis de lui, du préjudice qui
 « en est résulté. »

Citons cependant un jugement du tribunal d'Avesnes, aux termes duquel, le père administrateur légal doit, pour transiger valablement au nom de son enfant mineur, remplir les mêmes formalités que le tuteur (1).

Ces contradictions en jurisprudence, et cette observation s'applique à tous les jugements et arrêts qui précèdent, tiennent à ce que les tribunaux, ayant à solutionner des questions d'espèce, se sont trouvés en présence de deux principes opposés, qu'il est impossible de concilier : l'intangibilité de la puissance paternelle, et les garanties à accorder à l'enfant contre ses protecteurs naturels. Ces deux principes se heurtent et s'excluent ; suivant les sentiments qui les animaient, le milieu intellectuel dans lequel ils vivaient, ou sous l'influence des transformations sociales, et du développement de la richesse publique, les juges étaient amenés à appliquer le premier dans toute sa rigueur, ou à l'exclure complètement, pour faire triompher le second. Il fallait opter : accepter la liberté complète du père, relativement aux actes qu'il peut passer comme administrateur, ou se montrer un adversaire résolu de ce régime.

V. *Actes interdits au tuteur* : Donation, compromis.

Ces actes sont-ils également interdits au père administrateur légal ? Nous ne lui reconnaitrons pas le droit de faire des libéralités au nom de son enfant mineur ; mais peut-il compromettre ? L'art. 1004 du Code de procédure

(1) Avesnes, 11 déc. 1891. *La Loi*, 26 avril 1892.

civile défend tout compromis sur les contestations qui sont sujettes à communication au ministère public. Or, l'art. 83, du même Code de procédure, énumère les causes qui sont communicables, et parmi ces causes figurent celles qui intéressent les mineurs (alinéa 6, art. 83). Le texte ne paraissant faire aucune distinction, entre les mineurs en tutelle et les mineurs placés sous l'administration légale, nous déclarons nulle la convention d'arbitrage passée par le père, administrateur légal, avec un tiers, au nom de son enfant.

Le père peut-il acheter les biens du mineur. ? L'article 450 du C. c. ne le permet pas au tuteur. La Cour de Bordeaux a jugé que cet article était inapplicable au père administrateur légal ; en conséquence, celui-ci peut valablement devenir cessionnaire des biens de son enfant (1).

(1) Bordeaux, 3 janv. 1849. D. P. 52, 5, 550.

CHAPITRE III

DES GARANTIES ACCORDÉES A L'ENFANT MINEUR

Si l'administration légale était soumise aux mêmes règles que la tutelle, les garanties d'une bonne gestion, accordées à l'enfant, seraient les suivantes : le père serait tenu de faire inventaire des biens dont il a l'administration ; on verrait, à côté de lui, un subrogé tuteur, appelé à le contrôler, et principalement à représenter l'enfant, en cas de conflits d'intérêts ; un conseil de famille, ayant pour mission d'accorder des autorisations ; ses immeubles seraient grevés d'une hypothèque légale ; enfin, certains articles, notamment les art. 451, § 2, à 456 du C. c., seraient applicables. Voyons si, pendant la durée du mariage, ces garanties existent.

1° *Inventaire*. — Le père, aux termes de l'art. 389, doit rendre compte des biens qu'il administre. Il semble, dès lors, que l'inventaire devrait être obligatoire. Comment peut-il rendre un compte exact, s'il n'existe aucun état

descriptif, et estimatif, des biens dont il a le dépôt. La majorité des auteurs admettent que la confection d'un inventaire s'impose au père comme, en général, à tous les administrateurs de la fortune d'autrui. Nombreux sont les articles qui édictent cette mesure ; notamment les art. 126 et 451 du C. c. relatifs aux biens des absents, ou des mineurs en tutelle ; les art. 1414, 1415 du C. c. ayant trait aux successions échues à une femme, mariée sous le régime de la communauté, etc. Aucun texte, sans doute, n'impose la même obligation au père administrateur, mais par voie d'analogie, il y a lieu d'appliquer ces articles à l'administration légale.

A notre avis, une distinction (1) doit être faite : le père a l'usufruit des biens qu'il administre, ou il ne l'a pas. Dans le premier cas, par application de l'art. 600 du C. c., il ne peut entrer en jouissance, qu'après avoir fait dresser un inventaire des biens soumis à son usufruit ; dans le second cas, simple administrateur, en l'absence d'un texte formel, quelque favorable que soit pour l'enfant l'opinion ci-dessus exposée, il n'est nullement tenu de faire inventaire ; il doit en effet son titre d'administrateur à sa qualité de père ; comme tel, il est un administrateur privilégié, et, dans le silence de la loi, il a toute liberté d'action. Il serait sans doute préférable, dans l'intérêt de l'enfant, qu'il en fût autrement ; mais, comme le fait remarquer Laurent : « nous ne justifions pas la loi ; nous l'interprétons » (2).

(1) DEMOLOMBE, t. VI, n° 435.

(2) LAURENT, t. IV, n° 307.

Le père s'est-il abstenu de faire inventaire, une difficulté peut surgir, lors de la reddition de compte. Si l'enfant soutient que le compte que son père doit lui rendre, n'est pas exact, aura-t-il le droit de faire la preuve de la valeur et de la consistance des biens, par tous les moyens de preuve, et même par la commune renommée ? La loi admet cette dernière preuve dans quelques cas (art. 1415, 1465, 1504 C. c.). Doit-on, dans notre espèce, appliquer ces textes ? Les auteurs qui étendent au père, par voie d'analogie, les art. 1414, 1442 s. prescrivant l'inventaire, sont naturellement enclins à dire que cette preuve exceptionnelle est permise à l'enfant. N'ayant pas admis l'argumentation d'analogie, nous lui refuserons ce moyen de preuve. La preuve par la commune renommée, en effet, si incertaine, si dangereuse, pour celui contre qui elle est dirigée, est comme la peine d'une faute commise par l'administrateur de la fortune d'autrui, légalement tenu de faire inventaire. Or, aucune loi n'imposant au père pareille obligation, il n'y a pas lieu de lui infliger cette peine (1).

2° *Subrogé tuteur*. — Ce point ne peut soulever aucune difficulté. L'administration légale n'est pas une tutelle ; aucune protection spéciale n'est organisée. La présence de la mère, nous l'avons déjà dit, a été considérée comme une protection suffisante des intérêts de l'enfant. Les travaux préparatoires du C. c., indiquent nettement que le législa-

(1) LAURENT, t. IV, n° 307.

teur n'a pas voulu que l'administration légale fût placée sous la surveillance d'un subrogé tuteur (1).

Un conflit d'intérêts peut cependant s'élever entre le père et l'enfant : c'est une succession qui leur échoit ; il y a lieu de liciter, de partager. Le père, comme héritier, a ses intérêts à défendre ; il doit, en même temps, comme administrateur, sauvegarder ceux de son enfant. Peut-il agir en cette double qualité ? Évidemment non. Il est de toute nécessité de donner à l'enfant un autre représentant : ici, deux questions se posent : 1^o quel nom prendra la personne qui doit suppléer l'administrateur légal ? L'appellera-t-on tuteur, ou administrateur *ad hoc* ? 2^o que cette personne prenne le nom de tuteur, ou d'administrateur, qui la nommera ? Est-ce un conseil de famille, formé et convoqué uniquement pour cette nomination ? Est-ce le tribunal civil ?

Sur le premier point, les avis sont partagés. Demolombe soutient que le représentant de l'enfant recevra le titre de tuteur *ad hoc*. On peut, à l'appui de cette opinion, tirer argument de l'art. 318, du C. c., aux termes duquel, l'action en désaveu de paternité, intentée par le mari, doit être dirigée contre un tuteur *ad hoc*, donné à l'enfant (2).

A notre avis, il serait plus naturel d'appeler ce représentant un administrateur *ad hoc*. La tutelle, en effet, n'est

(1) LOCRÉ, *Législation civ.*, t. VIII, p. 225. — Cass., 14 janv. 1878. D. 77, 1, 227. — LAURENT, t. IV, n^o 210. — DEMOLOMBE, t. VI, n^o 421.

(2) Cass., 10 juin 1885. S. 85, 1, 347. — Bordeaux 19 mars 1875. S. 76, 2, 97.

pas ouverte. Comment peut-il y avoir un tuteur *ad hoc*, là où il n'y a pas de tutelle (1).

On s'est demandé, au sujet de cette nomination d'un tuteur *ad hoc* (ou d'un administrateur *ad hoc*), si, dans les cas prévus par les art. 444, 962 et 972 du C. de procédure civile, il y avait lieu également de nommer un subrogé tuteur *ad hoc* ; et voici l'intérêt que présente cette question. Si l'on admet l'affirmative, on devra décider que la signification d'un jugement au seul tuteur *ad hoc* (ou administrateur *ad hoc*), ne ferait pas courir contre le mineur le délai d'appel (art. 444 Proc. civ.) ; que la vente judiciaire, ou la licitation d'un immeuble, poursuivie par le tuteur *ad hoc* sans que le subrogé tuteur y eût été appelé, serait nulle (art. 962, 972 Proc. civ.). Ainsi l'a jugé la Cour de Bordeaux (2). Mais d'après le savant annotateur de l'arrêt de la Cour, il n'est pas nécessaire d'adjoindre au tuteur *ad hoc* un subrogé tuteur *ad hoc*. Nulle part, la loi ne prescrit la nomination d'un subrogé tuteur *ad hoc*, dans le cas où le subrogé tuteur remplace le tuteur dans une affaire spéciale. S'il en est ainsi, en matière de tutelle, *a fortiori* doit-il en être de même en matière d'administration légale. En conséquence, c'est la solution inverse de celle consacrée par l'arrêt de Bordeaux précité qui aurait dû être admise.

Sur le deuxième point, relatif à la nomination du tuteur *ad hoc* (ou administrateur *ad hoc*) c'est à un conseil de

(1) Cass., 14 janv. 1878. D. 78, 1, 227.

(2) Bordeaux, 19 mars 1875. S. 76, 2, 97. Note Labbé.

famille, spécialement composé à cet effet, dit Demolombe, qu'appartient le droit de faire cette désignation. Le tribunal de la Seine, le 20 novembre 1873, a jugé dans ce sens, mais la Cour de Paris, le 9 janvier 1874, a réformé son jugement (1). Le tribunal a, d'après l'arrêt, seul qualité pour nommer le représentant de l'enfant, en cas de conflit d'intérêts avec son père, et cette solution doit être approuvée; car, pendant la durée de l'administration, il n'y a pas de tutelle, partant pas de conseil de famille, soit permanent, soit spécial. Un mauvais choix est-il à craindre? non. Le tribunal de la Seine, dans son jugement précité, pensait que seul, le conseil de famille était en mesure de désigner la personne qui, d'après le caractère de ses relations avec le père de famille, et avec la famille elle-même, pouvait utilement remplir les fonctions de tuteur *ad hoc*. Or, c'est là une exagération évidente. Le tribunal peut, aussi bien que le conseil de famille, donner à l'enfant un représentant fidèle et dévoué, nous serions même tenté de dire, mieux encore que lui: le conseil de famille n'est-il pas composé de parents paternels et maternels, ayant souvent des intérêts contraires à ceux de l'enfant, notamment dans le cas de l'art. 318 C. c. Au surplus, s'il a quelque hésitation, il peut consulter les parties intéressées, qui l'éclaireront et faciliteront sa mission.

3^o *Un conseil de famille.* — Dans toute tutelle, il existe un conseil de famille, composé, moitié de parents paternels

(1) D. 76, 2, 23.

de l'enfant, moitié de parents maternels, ayant pour fonction de surveiller, de contrôler l'administration du père, et de lui donner les autorisations nécessaires à la passation de certains actes graves, énumérés par la loi, à la section VIII du chapitre II de la tutelle. Cette institution spéciale n'a été organisée par le législateur, qu'en cas de tutelle. Tant que dure l'administration légale, elle fait défaut. Sur ce point, aucune hésitation n'est possible (1). Le Tribunat et l'orateur du gouvernement ont déclaré, en termes formels, que le père, durant le mariage, n'était pas sous la dépendance d'un conseil de famille. Doit-on aller plus loin, et dire que le père, administrateur légal, lorsqu'il voudra accomplir les actes pour lesquels le tuteur a besoin de l'autorisation du conseil de famille, aura tout pouvoir, et toute liberté d'agir. N'y aurait-il pas lieu, en pareil cas, de former, de convoquer un conseil de famille *ad hoc*. C'est là une question qui a été examinée au chapitre précédent, à propos des pouvoirs du père administrateur (2).

4^o *Hypothèque légale*. — Aux termes de l'art. 2135, 1^{er} alin. l'enfant en tutelle a une hypothèque légale sur les immeubles de son tuteur, à compter du jour de l'acceptation de la tutelle. Cette hypothèque, qui nous vient du droit romain, permet au mineur de primer, non seulement les créanciers chirographaires de son tuteur, mais même les créanciers hypo-

(1) Cass., 3 juin 1867. D. 67, 4, 27. DEMOLOMBE, t. VI. MARCADÉ, art. 371 et suiv.

(2) Voir page 14.

thécaires, qui auraient acquis une hypothèque, après l'ouverture de la tutelle. C'est donc une garantie considérable pour l'enfant en tutelle. Doit-on l'accorder à l'enfant qui est en puissance paternelle seulement ?

A l'origine, plusieurs tribunaux, tenant compte de la place qu'occupe l'art. 389, au titre de la tutelle, étendirent à l'administration légale l'hypothèque du mineur en tutelle. Mais cette opinion, soutenue par Persil (1) et consacrée par quelques arrêts (2), resta isolée ; elle fut bientôt abandonnée, et aujourd'hui la jurisprudence et la doctrine n'hésitent plus à affranchir de toute hypothèque les immeubles du père administrateur. Fidèle à la méthode d'interprétation restrictive que nous avons adoptée, nous approuvons pleinement cette solution. Lorsque les biens du débiteur ne suffisent pas à désintéresser tous les créanciers, ceux-ci viennent en concurrence les uns avec les autres ; telle est la loi commune ; il n'y est dérogé qu'en vertu d'un texte formel. Les art. 2121, 2135, 2194 reconnaissent sans doute une hypothèque aux mineurs, mais il ressort nettement de la lecture de ces textes que ces mineurs sont en tutelle, et non en puissance paternelle. Dans le silence de la loi, il nous paraît donc impossible de grever les immeubles du père d'une hypothèque. Au surplus, à quelle difficulté ne se heurterait-on pas, si on admettait l'opinion contraire ? Quel serait le rang de cette hypothèque ?

(1) PERSIL, art. 2121, n° 36.

(2) Colmar, 22 mai 1816. S. 17, 2, 207. — Toulouse, 22 décembre 1818. S. 19, 2, 261.

De quel jour existerait-elle ? On ne pourrait répondre : du jour de l'acceptation, car, dans l'espèce, il n'existe pas d'acceptation. Serait-ce du jour de la naissance de l'enfant ? ou de celui où il acquerrait des biens ? quelle que soit la solution adoptée, c'est l'arbitraire.

La garantie de l'hypothèque fera donc défaut à l'enfant mineur, placé sous l'administration légale de son père. Cette disposition de la loi est regrettable, peut-être, mais elle est conforme à l'intention du législateur. Un arrêt de la cour de Riom expose clairement les raisons pour lesquelles il n'a pas voulu étendre à l'administration légale la protection accordée au mineur en tutelle : « l'enfant a
« pour protecteurs, non seulement le père, dans sa vigi-
« lance, ses soins, son expérience, mais encore la mère,
« dans sa tendresse attentive et prévoyante ; tandis que,
« après la dissolution du mariage, par la mort de la mère,
« l'enfant perd un protecteur, et une partie de ses garanties,
« pour la conservation de ses droits ; cette différence de
« position, pour les enfants, a dû déterminer une diffé-
« rence dans la précaution que le législateur prend, pour
« sauvegarder leurs intérêts pécuniaires » (1).

En terminant sur cette matière, demandons-nous si le donateur (ou le testateur) peut subordonner la libéralité qu'il fait à l'enfant à une hypothèque, que le père constituerait sur ses immeubles. La réponse à cette question

(1) Riom, 30 avril 1852. D. 54, 2, 227. — Toulouse, 2 janv. 1863. D. 63, 2, 215. — Sic LAURENT, t. IV, n° 309. — DEMOLOMBE, t. VI, n° 420.

dépend du parti que l'on prend sur la nature de l'administration légale : est-elle, ou non, d'ordre public ? (1) Si on admet la négative, la condition mise à la libéralité est valable. Le donateur pourrait priver le père de l'administration légale, *a fortiori*, peut-il faire sa donation moyennant telle garantie. Admet-on, au contraire, l'affirmative, la clause visant la constitution d'hypothèque sera nulle. Nous nous rallions à cette dernière opinion. Tout ce qui touche à la propriété immobilière, à son organisation, est d'ordre public. En affranchissant le père de l'hypothèque légale, le législateur a obéi à des motifs graves ; il lui a semblé que l'enfant avait dans l'affection de ses parents une protection suffisante, il n'appartient à personne de modifier l'œuvre de la loi.

5^o *Les articles 451, § 2, à 456, ainsi que l'art. 472 du C. c., édictent de sages mesures, dans l'intérêt de l'enfant en tutelle.* Ainsi le tuteur doit déclarer, lors de l'inventaire, s'il lui est dû quelque chose par le mineur, à peine de nullité ; il doit procéder, dans le mois qui suivra la clôture de l'inventaire, à la vente, aux enchères publiques, des meubles appartenant au pupille ; il doit faire déterminer : 1^o la somme à laquelle pourra s'élever la dépense annuelle du mineur ; 2^o la somme à partir de laquelle il sera tenu de faire emploi de l'excédent des revenus sur la dépense, ledit emploi devant être fait dans le délai de six mois, passé lequel le tuteur devra les intérêts, de plein droit.

(1) Voir page 11.

Ces dernières dispositions sont-elles applicables à l'administration légale ? On est d'accord pour dire qu'elles sont exorbitantes du droit commun, qu'en conséquence elles ne régissent pas l'administration légale. Le père, sans qu'il y ait lieu de distinguer s'il a ou non la jouissance légale des biens de son enfant mineur, peut conserver les meubles appartenant à son enfant mineur, pour les lui remettre en nature à sa majorité, ou à son émancipation ; comme tuteur, aux termes de l'art. 453 C. c., il aurait ce droit, à plus forte raison, comme administrateur légal, doit-il jouir de la même faveur (1). Relativement aux sommes que le père, administrateur légal, aura recouvrées, au nom de son enfant mineur, c'est le droit commun qui s'appliquera ; aux termes de l'art. 389, il doit rendre compte de son administration ; il doit en tous points agir en bon père de famille ; a-t-il manqué à son devoir, a-t-il notamment négligé de faire fructifier le patrimoine de son enfant, il engage sa responsabilité, comme tout débiteur, tenu d'une véritable obligation de faire, dont l'inexécution donne lieu à des dommages-intérêts ; c'est à l'enfant à établir qu'une faute a été commise par son père dans l'administration de sa fortune.

Nous donnerons la même solution relativement à l'art. 472. Cet art. dispose que tout traité qui intervient entre le tuteur et le mineur, devenu majeur, sera nul, s'il n'a été précédé de la reddition d'un compte détaillé, et de la remise des pièces justificatives, le tout cons-

(1) DEMOLOMBE, t. VI, n° 438.

taté par un récépissé de l'ayant compte, dix jours au moins avant le traité. Cette mesure a pour but, de prévenir une fraude que le tuteur pourrait commettre, lors de la reddition de compte, au cas où il aurait commis quelque malversation. Voyant le pupille impatient d'être mis à la tête de sa fortune, il lui serait facile de subordonner la remise des titres et valeurs, composant le patrimoine de l'enfant, à une décharge immédiate que celui-ci, confiant, n'hésiterait pas, le plus souvent, à lui donner. L'art. précité protège l'ayant compte contre cette manœuvre. Mais c'est là un texte exceptionnel. Il a été jugé qu'il n'était pas applicable à l'administration légale. En notre matière, le droit commun, en l'absence d'un texte formel, reprend tout son empire (1).

(1) Cass. Req., 30 janv. 1866. D. P. 66, 4, 47. — DEMOLOMBE, t. VI, n^{os} 455, 456.

CHAPITRE IV

FIN DE L'ADMINISTRATION LÉGALE

L'administration légale prend fin, normalement, soit par l'arrivée de l'enfant à sa majorité, soit par la dissolution du mariage, par le décès de l'un ou de l'autre des époux. Au premier cas, l'enfant a toute liberté pour administrer son patrimoine comme il l'entendra ; sa capacité est complète ; au second cas, la tutelle s'ouvre.

Exceptionnellement, elle peut cesser, avant la majorité, par l'émancipation, expresse ou tacite. En pareille hypothèse, l'enfant a une capacité restreinte aux actes de pure administration ; pour les autres actes, il devra se conformer aux règles établies pour les mineurs en curatelle, règles qui supposent toujours l'intervention personnelle de l'incapable ; de telle façon que, désormais, toute représentation par autrui, comme l'est l'administration légale, aura cessé.

A côté de ces événements, mettant un terme à l'administration légale, il en est d'autres qui, sans faire cesser

cet attribut de la puissance paternelle, peuvent modifier les pouvoirs du père, relativement à sa gestion : nous faisons allusion à la dissolution du mariage par le divorce, à la séparation de corps, et à la déchéance de la puissance paternelle.

1^o *Divorce*. — Pendant la durée de l'instance en divorce, l'administration légale ne reçoit aucune modification. Le père administre, comme par le passé, les biens de son enfant mineur ; sur ce point il n'existe aucune dissidence dans la doctrine. Mais, après le prononcé du jugement, quelle sera la situation du père comme administrateur ?

Sur ce point, trois systèmes ont été proposés.

Premier système. Le divorce ne porte aucune atteinte au droit du père. L'administration légale, en effet, est un attribut, une conséquence de la puissance paternelle ; le divorce peut bien rompre les liens qui unissent les époux, il est sans influence sur la puissance paternelle ; celle-ci est intacte ; l'administration légale qui en est l'accessoire doit demeurer entière ; un texte serait nécessaire pour l'enlever au père, et la loi est muette ; on ne peut, sans arbitraire, modifier une situation que le père occupait légalement, durant le mariage ; nous nous rallions à cette opinion (1).

On peut objecter que l'article 389, par les mots « durant le mariage », semble restreindre l'administration légale du

(1) DEMOLOMBE, t. IV, n^o 512.

père à la durée même du mariage. Dire que le père, une fois le divorce prononcé, conserve l'administration légale, n'est-ce pas se mettre en opposition absolue avec les termes de l'article 389 ? A notre avis, il n'y a pas lieu d'attacher à ces expressions une importance trop grande. Les rédacteurs de la loi n'ont sans doute pas songé à l'hypothèse du divorce ; il ont eu en vue le mode normal de dissolution du mariage, c'est-à-dire, le décès de l'un ou de l'autre des époux.

Deuxième système. On peut reprocher au premier système, au cas où le divorce aurait été prononcé contre le père, de ne pas protéger suffisamment le patrimoine de l'enfant. Aux termes de l'art. 386, l'époux coupable est privé de la jouissance légale des biens de l'enfant mineur. N'est-il pas dangereux, pour les intérêts de celui-ci, de laisser au père, déchu de l'usufruit, l'administration du patrimoine de l'enfant ? On peut craindre, en effet, que, par animosité, il n'apporte pas à l'administration des biens toute la diligence désirable, et ne compromette gravement les intérêts de l'enfant. Aussi, dans un deuxième système, qui a été consacré par la jurisprudence (1), décide-t-on que l'administration légale sera confiée à celui des époux qui aura obtenu la garde de l'enfant. De la sorte, le danger d'une mauvaise administration est évité.

Ce second système, au point de vue juridique et pratique, n'est peut-être pas à l'abri de toute critique. Peut-

(1) Courtrai, 3 juill. 1896. S. 96, 4, 16.

on affirmer, en présence des textes, que l'administration doit nécessairement appartenir à celui qui a la garde de l'enfant ? L'art. 394 du C. c., en permettant à la mère de renoncer à la tutelle, nous montre, au contraire, que ces deux attributs de la puissance paternelle peuvent être confiés à deux personnes différentes : la mère ayant la garde de l'enfant, le tuteur l'administration du patrimoine. En outre, supposons l'enfant en bas âge, lors du jugement de divorce, n'est-ce pas à la mère qu'il sera confié ? qui, mieux qu'elle, pourra lui donner les soins que réclame son état ? et cependant le divorce aura pu être prononcé contre elle. Si l'administration des biens ne peut être séparée de la garde de l'enfant, on doit la lui accorder ; mais n'oublions pas que la jouissance légale lui est enlevée par l'article 386, et alors nous retombons dans l'hypothèse précédente.

Troisième système. Dans un troisième système admis par la Cour de Grenoble (1), l'administration doit être réservée à celui des époux qui aura la jouissance légale. Il est de règle que, là où est la charge, là doit être le profit : *ubi onus, ibi et emolumentum esse debet*. Ce système est conforme aux principes et à l'intérêt de l'enfant. L'administrateur, en effet, se montrera, dans sa gestion, d'autant plus vigilant qu'il y aura un intérêt personnel.

On peut supposer que le divorce, ayant été prononcé aux torts réciproques des époux, aucun d'eux n'a la jouis-

(1) Grenoble, 24 juill. 1900. S. 1903, 2, 9.

sance légale des biens, conformément à l'art. 386. En pareil cas, le parti le plus sage est de revenir au premier système, et de conserver au père le droit d'administration, quelle que soit la personne à laquelle la garde de l'enfant a été confiée.

2^o *Séparation de corps*. — La séparation de corps ne rompt pas le mariage ; elle en relâche seulement les liens. Aussi la jurisprudence a-t-elle décidé que le père conserverait son droit d'administration légale. Un jugement du tribunal de la Seine conclut en ce sens (1) : « Attendu
« que, nonobstant le jugement de séparation de corps, qui
« a confié à la mère la garde de la mineure, X n'est point
« déchu de la puissance paternelle, qu'il en conserve tous
« les autres attributs, et notamment l'administration lé-
« gale des biens personnels, qui peuvent échoir à son en-
« fant ; qu'aucun texte de loi ne permet de l'en priver par
« l'effet d'un jugement de séparation de corps, même pro-
« noncé contre lui ; que la pénalité édictée par l'art. 385
« du C. c. n'a trait qu'à l'usufruit légal, et n'est appli-
« cable qu'en matière de divorce. »

3^o *Déchéance de la puissance paternelle*. — L'administration légale du père nous est apparue comme un attribut de la puissance paternelle. Dès lors, si le père peut être déchu de cette puissance, il est hors de doute que cette déchéance entraînera la perte du droit d'administrer les biens appartenant à son enfant mineur. Peut-elle

(1) Répert. Defrenois, année 1900, n^o 11625.

être encourue par le père administrateur ? Sur ce point, il ne peut exister aucun doute. En vertu des art. 1, 2, 3 de la loi du 7 décembre 1874, de l'art. 9 de la loi du 24 juillet 1889, le père, qui a été condamné à diverses peines, soit à raison de sévices exercés sur la personne de l'enfant, soit à raison de faits graves d'immoralité, ou de toute autre infraction à la loi pénale, peut être privé de la puissance paternelle, tantôt obligatoirement, tantôt facultativement, et, partant, de l'administration légale. Cette mesure, prise contre le père, se justifie pleinement. Quelle garantie de bonne administration peut offrir un père que la société a flétri ? aucune. L'intérêt de l'enfant exige que l'administration de son patrimoine, en même temps que la direction de sa personne, soit confiée à des mains plus dignes. En général, le tribunal désignera la mère pour remplacer le père déchu ; celle-ci exercera la puissance paternelle ; elle en aura tous les attributs, et, entre autres, l'administration des biens de l'enfant, sans condition et sans contrôle.

Mais que décider au cas où le père, tout en étant incapable de commettre un de ces actes qui le feraient tomber sous l'application des lois précitées, compromettrait gravement la fortune de son enfant, par incapacité, par infidélité ? Le tribunal peut-il priver le père de l'administration légale, s'il est établi qu'entre ses mains les intérêts de l'enfant sont en péril. Autrement dit, l'art. 444 du C. c. est-il applicable à l'administration légale ? Cet art. déclare destituables les tuteurs qui sont d'une inconduite notoire, et

ceux dont la gestion attesterait l'incapacité, ou l'infidélité. Peut-on, pour les mêmes causes, retirer au père l'administration des biens de l'enfant (ou à la mère, au cas où elle en serait accidentellement investie)? Il y a controverse sur ce point. En l'absence d'un texte formel, il nous semble qu'une mesure aussi grave ne puisse être prise à l'égard du père administrateur. L'art. 444 du C. c. est un texte exceptionnel qu'on ne saurait étendre à l'administration légale du père ; attribut de la puissance paternelle, elle ne peut en être détachée, sans arbitraire ; elle dure tant que cette puissance existe, et ne disparaît qu'avec elle.

L'opinion contraire a cependant prévalu en jurisprudence, et, en partie, en doctrine. La femme a le droit de demander la séparation de biens, quand le mauvais état des affaires du mari met sa dot en péril (art. 1443 C. c.). On doit, par analogie, venir au secours de l'enfant, dont les intérêts sont menacés, compromis. Les cours et tribunaux ont le devoir d'intervenir, et de prendre les mesures que comportent les circonstances, tout en portant à la puissance paternelle le moins d'atteinte possible (1). S'ils constatent que, entre les mains d'un père incapable, ou dissipateur, le patrimoine de l'enfant périclité, ils ne doivent pas hésiter, tant l'intérêt de l'enfant, en cette matière, est dominant, à recourir aux moyens propres à assurer une meilleure administration des biens ; la raison et la néces-

(1) Cass. civile, 10 décembre 1829. S. 29, 1, 440. — Lyon, 4 juin 1878. S. 79, 2, 3. — Lyon, 13 nov. 1894. D. P. 96, 2, 394.

sité le commandent (1). Ainsi le décidaient nos anciens auteurs. Au surplus, cette solution est conforme aux principes généraux, selon lesquels les droits concédés peuvent être résolus, quand le titulaire de ces droits n'accomplit pas les obligations qui lui sont imposées par la loi. Le père, notamment, doit administrer en bon père de famille (art. 681 C. c.) ; il doit, comme usufruitier, employer les revenus des biens à l'entretien, à l'éducation de l'enfant (art. 385, n° 2). S'il manque à tous ses devoirs, si sa gestion dénote son incapacité, en un mot, s'il trahit la confiance que la loi a mise en lui, il sera déchu de l'administration légale, et même de la jouissance des biens, s'il y a lieu (art. 618).

Restent deux questions à examiner : qui a qualité pour demander la déchéance du père, et qui la prononce ?

La privation de l'administration légale peut être demandée par la mère, par toute personne ayant le droit de provoquer des mesures de protection, dans l'intérêt de la personne des mineurs (2), et au besoin par le ministère public. Elle est prononcée directement, par le tribunal, et non par le conseil de famille, qui, durant le mariage, n'a aucune existence légale. Le tribunal peut seulement ordonner qu'il sera formé, convoqué, afin de lui fournir les rensei-

(1) DEMOLOMRE, t. VI, n° 424 à 428. — AUBRY et RAU, 5^e édit., t. I, § 123 et note. — DEMANTE et C. DE SANTERRE, 3^e édit., t. II, n° 137 bis, III.

(2) DEMOLOMBE, t. VI, n°s 397 et 439.

gnements nécessaires à la bonne solution de la question qui lui est soumise (1).

Rappelons que l'administration légale, enlevée au père, pourra être confiée à la mère, ou à toute autre personne que le tribunal désignera, quand il lui semblera que la mère n'a pas l'expérience suffisante pour accepter cette mission et la remplir au mieux des intérêts de son enfant.

APPENDICE A LA FIN DE L'ADMINISTRATION LÉGALE

A la section VI du chapitre II de la tutelle, la loi énumère les causes qui dispensent de la tutelle. Cette section est-elle applicable à l'administration légale? Il y a doute sur ce point. Mais, à notre avis, l'administration légale étant une conséquence de la puissance paternelle, le père ne peut invoquer les excuses admises en faveur du tuteur. On comprend que le législateur, tenant compte des obligations que la tutelle entraîne, ait permis au tuteur, dans certains cas déterminés, de demander à être relevé de ses fonctions, ou de les décliner, au cas où elles lui seraient dévolues; mais il en doit être différemment de l'administration légale, qui est un attribut de la puissance paternelle; elle constitue, en effet, un devoir auquel il lui est interdit de se soustraire (2).

(1) Trib. civ., le Puy, 10 décembre 1869. D. P. 70, 3, 64.

(2) Sic LAURENT, t. IV, n° 301.

Cependant, Demolombe, et M. Seligman (1), admettent un tempérament à la rigueur de ce principe, toutes les fois qu'il sera commandé par l'intérêt de l'enfant. Le père est-il atteint d'infirmités graves, ou compromet-il par sa négligence, ou son inexpérience des affaires, la fortune de l'enfant, les tribunaux jouiront d'un pouvoir discrétionnaire, à l'effet d'apprécier si le père doit conserver la gestion ou la céder à un tiers. Mais, dans le silence des textes, cette dérogation à la règle ne peut être acceptée ; l'admettre, ce n'est plus interpréter la loi, c'est la faire, et ce pouvoir n'appartient qu'au législateur.

(1) DEMOLOMBE, t. VI, n° 430. — SELIGMAN, *Revue Critique*, 1873, page 701.

DEUXIÈME PARTIE

Loi du 8 avril 1910.

Notre deuxième partie comprendra deux chapitres : le premier sera consacré à l'historique de la loi du 8 avril 1910 ; le second à l'étude de la loi elle-même.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE DE LA LOI DU 8 AVRIL 1910

Il ressort de l'étude à laquelle nous nous sommes livrés, dans notre première partie, de l'article 389 du C. c. relatif à l'administration légale du père, que la plus grande incertitude régnait, dans la doctrine et en jurisprudence, sur l'interprétation de ce texte et l'étendue des pouvoirs du père. Les cours et tribunaux avaient consacré les opinions les plus diverses ; tantôt admettant la théorie de l'assimilation de l'administration légale à la tutelle, tantôt celle de

l'omnipotence du père, tantôt enfin, sans reconnaître au père des pouvoirs absolus, lui assurant une situation privilégiée par rapport à celle du tuteur. Aussi de bons esprits pensaient-ils que, après presque cent ans de discussion sur la portée d'un texte, l'heure était venue de sortir notre législation du chaos où l'avaient amenée les controverses les plus tenaces, et des partis pris irréductibles.

Le 18 février 1880, alors qu'au Sénat l'on discutait la loi du 27 février 1880, relative aux valeurs mobilières appartenant à des mineurs, M. Cazagne demanda qu'on étendît cette loi aux enfants placés sous l'administration légale de leur père. Le rapporteur de cette loi, M Denormandie, fit observer que la question des pouvoirs du père, administrateur légal, si importante, si controversée, ne pouvait être tranchée accidentellement par un simple amendement, dans une loi dont l'objet était nettement déterminé. Sur cette déclaration, M. Cazot, ministre de la Justice, reconnaissant la nécessité de soumettre l'administration légale à une réglementation, prit l'engagement de faire élaborer, par le Conseil d'Etat, un projet de loi sur la matière. M. Cazagne retira alors son amendement.

Le 26 nov. 1881, le projet annoncé par le garde des Sceaux était déposé sur le bureau de la Chambre des députés, et renvoyé à l'examen des bureaux. Dans l'exposé des motifs, qui précédait le projet de loi, M. Cazot déclarait : « qu'il y avait lieu de faire aujourd'hui ce que n'avait pas fait le législateur du C. c, de réglementer la matière » de l'administration légale. Il y a, ajoutait-il, d'incontes-

« tables avantages à faire une loi qui règle les difficultés
 « principales sur la matière, et notamment celles qui sont
 « relatives à l'étendue des pouvoirs du père administra-
 « teur. » Toutefois, il a paru inutile de réglementer dans
 son ensemble l'administration légale du père de famille.
 « Cette loi générale eût comporté de nombreuses dispositions,
 « dont un grand nombre n'étaient pas indispensables. Il
 « suffit pour résoudre les difficultés principales, et combler la
 « lacune qui a été signalée, de définir avec précision les
 « pouvoirs d'administration, dévolus au père, et de prévoir
 « les causes de cessation de cette administration. »

M. Cazot présentait, en conséquence, le projet suivant :

Article unique. — L'article 389 du C. C. est complété par les dispositions suivantes :

Le père administrateur ne peut faire aucun acte excédant l'administration des biens de ses enfants mineurs, sans recourir à une autorisation de justice, donnée par le tribunal en chambre du Conseil.

Sont considérés comme excédant l'administration, et soumis par suite à l'autorisation précédente, tous les actes d'aliénation, de conversion, et d'emploi de valeurs mobilières, prévus par les art. 1, 3, 4, 5, 6, et 10 de la loi du 27 févr. 1880. La conversion et l'emploi seront accomplis dans le délai de trois mois, à partir du jour où les biens seront advenus aux mineurs.

Le père administrateur peut, sur sa demande, en cas

d'infirmités graves, être déchargé par le tribunal de son administration.

Il peut, sur la demande des parents des mineurs, ou sur l'initiative du ministère public, en être privé par le tribunal, pour cause d'inconduite notoire, d'incapacité ou d'infidélité.

Dans tous les cas où le père administrateur a été déchargé, ou privé de son administration, le tribunal, à la requête des parents du mineur, ou sur l'initiative du ministère public, désigne, en chambre du Conseil, la mère, ou un tiers administrateur, pour le remplacer.

Evidemment ce projet constituait un progrès ; les lacunes du C. c. étaient en partie comblées. Le père ne pouvait plus, seul, accomplir les actes les plus importants, intéressant le patrimoine de son enfant, tels que les aliénations d'immeubles, de valeurs mobilières ; il devait se faire autoriser par la justice. Quant aux actes d'administration, il avait toute liberté d'action ; il pouvait les accomplir sans condition ni contrôle. Il n'y a jamais lieu de recourir au conseil de famille. Visiblement, ce projet s'inspirait des arrêts, faisant au père, administrateur légal, une situation privilégiée, lui reconnaissant le pouvoir de faire seul les actes que le tuteur ne pouvait accomplir qu'avec l'autorisation du conseil de famille ; il tranchait certaines questions controversées, notamment la question de savoir si le père pouvait être déchargé de son administration, en cas d'infirmités graves, ou exclu pour cause d'inconduite notoire, d'incapacité ou d'infidélité. Sur ces

points, il consacrait la jurisprudence. Mais il était loin de résoudre toutes les difficultés que notre art. 389 avait soulevées dans la pratique, et que nous avons examinées dans notre première partie ; il laissait dans l'ombre d'importantes questions, notamment la nécessité de la rédaction d'un inventaire ; il ne réglait pas la situation du père, en cas d'opposition d'intérêts, entre lui et son enfant.

Ce projet ne donna lieu à aucun examen, à aucune discussion dans la législature. Le 26 novembre 1885, il fut de nouveau déposé par M. Brisson, Garde des Sceaux, et renvoyé à une commission.

L'année même où M. Cazot déposait à la Chambre des députés le projet du gouvernement, que nous avons reproduit plus haut, M. Bisseuil, à la séance du 13 décembre (1881), présentait un second projet de loi, fort détaillé, en dix-neuf articles.

M. Bisseuil, avant d'exposer son projet, formulait plusieurs critiques à l'adresse du projet de loi de M. Cazot, critiques qui n'étaient pas toutes fondées (1). Ainsi que nous l'avons vu, le tribunal, au cas où il prive le père de l'administration légale, pour cause d'inconduite notoire, d'incapacité, peut, dans le projet du gouvernement, confier l'administration à la mère, ou même à un tiers. M. Bisseuil, à ce sujet, disait : « il me semble, qu'alors « qu'on en arrive à confier l'administration des biens d'un « mineur à un tiers, il est bien plus rationnel d'appliquer

(1) *Journ. off.*, 29 déc. 1881.

« à cette situation les règles et les garanties édictées en matière de tutelle, et de dire d'une manière formelle... »

Cette critique ne nous paraît pas exacte. Même dans cette hypothèse, il n'y a pas lieu de suivre les règles de la tutelle. M. Bisseuil n'approuve pas également le droit, reconnu par le projet, à un parent du mineur, de prendre l'initiative de la destitution du père. Cette disposition est dangereuse pour le père ; elle l'expose à des demandes injustes et vexatoires et par suite, elle peut apporter à la puissance paternelle une atteinte grave ; sans doute, mais elle a le grand avantage de sauvegarder les intérêts de l'enfant mineur, que l'incapacité, ou l'infidélité du père, pourrait gravement compromettre.

Le projet de M. Bisseuil, que nous indiquerons seulement dans ses grandes lignes, était supérieur à celui de M. Cazot, en ce qu'il réglementait d'une manière plus complète l'administration légale, mettant fin aux principales controverses, que le laconisme de l'art. 389 avait suscitées, mais il avait le tort grave, à notre avis, d'introduire la tutelle pendant le mariage, quand le père et la mère sont incapables, tous deux, ou indignes.

D'après le projet, le père, à son défaut la mère, administre les biens de l'enfant, durant le mariage. Cette dernière expression est critiquable : elle laisse subsister, ou elle ferait naître, une controverse, sur le point de savoir si, en cas de divorce, la tutelle doit s'ouvrir. Ainsi serait manqué le but poursuivi par le projet de loi, d'éteindre

les controverses existantes, ou d'éviter qu'elles prennent naissance.

Le père peut être déchu de l'administration légale, sur la plainte des parents de l'enfant, ou à la requête du ministère public, s'il n'a pas la jouissance légale ; et, dans le cas contraire, il peut être tenu de fournir caution, dans un délai imparti par le tribunal ; et, s'il ne satisfait pas à cette obligation, il peut perdre, et l'administration, et la jouissance des biens.

L'article 2 du projet, entre autres causes de déchéance, mentionne l'absence prolongée. On pourrait objecter que l'absence, même lorsqu'elle est prolongée, n'est pas toujours une preuve de négligence, une faute de la part du père ; elle peut être légitime, excusable. Il y aura là une question à résoudre plutôt en fait.

L'article 3 du projet dispose que, en cas de déchéance du père, l'administration légale appartient à la mère ; lui est-elle retirée pour indignité, le tribunal déclare la tutelle ouverte ; la garde de l'enfant, ainsi que l'administration des biens, est confiée à un tiers.

Cette disposition du projet pouvait être critiquée ; elle était contraire aux principes, selon lesquels la tutelle ne s'ouvre qu'à la mort de l'un des auteurs de l'enfant, ou, lorsque le père étant déchu de la puissance paternelle, l'exercice n'en est pas confié à la mère (loi du 24 juill. 1889). Or, dans l'espèce prévue par l'article 3 du projet, si le père est privé de l'administration légale, pour incapacité, ou inconduite, etc., il n'est nullement destitué de

la puissance paternelle; il conserve le droit de garde, d'éducation, et de correction. Le texte précité du projet contient donc une erreur, quand il dit que la mise en tutelle, au cas où le père sera privé de l'administration légale, s'appliquera aussi bien à la personne qu'aux biens du mineur.

L'article 5 du projet permet au donateur ou au testateur de priver le père ou la mère de l'administration des biens laissés à l'enfant mineur; cet article tranche une controverse, que nous avons exposée dans notre première partie, et donne une solution contraire à la nôtre (1). Les biens ainsi donnés seront administrés par un tuteur, désigné par l'auteur de la libéralité, ou un tuteur *ad hoc*, nommé par le conseil de famille, au cas où le disposant n'aurait fait aucune indication.

L'article 6 est relatif à la responsabilité du père; il reproduit en partie l'art. 389 du Code civil.

L'art. 7 oblige le père à faire inventaire des meubles, ou valeurs mobilières de toute nature, qui seront advenus aux mineurs, ou leur adviendront au cours de l'administration. Le dit inventaire est vérifié par un tiers, qui est nommé sur requête, ou d'office, par le juge de paix.

L'art. 8 a trait aux pouvoirs du père. En principe, il a toute liberté d'action; il peut seul faire tous les actes à l'exception de ceux qu'indique l'article. Il ne peut aliéner les immeubles du mineur, sans une autorisation préalable du

(1) Voir page 44.

tribunal ; il doit observer les formes prescrites par les art. 954 et suiv. du Code de procédure civile, pour l'aliénation des biens de mineur.

Cette dernière disposition n'est pas à l'abri de toute critique. L'immeuble appartenant à l'enfant peut être de peu de valeur. Est-il bien raisonnable de se conformer, pour la vente de cet immeuble, aux art. 954 et suiv. du Code de procédure civile, c'est-à-dire, de vendre aux enchères publiques devant un juge du tribunal, ou devant un notaire, commis à cet effet ; une pareille procédure est l'occasion de frais considérables, qui, en définitive, retombent sur l'enfant propriétaire, l'enchérisseur en tenant forcément compte dans son enchère.

Le père ne peut, sans l'autorisation du tribunal, aliéner les valeurs mobilières appartenant à l'enfant mineur ; c'est l'application pure et simple de la loi du 27 février 1880, avec cette aggravation que l'autorisation du conseil de famille, en cas de tutelle toujours nécessaire, et quelquefois suffisante, quand la valeur à aliéner ne dépasse pas 1500 fr., est ici remplacée par le tribunal. Nous disons aggravation, car la nécessité de s'adresser au tribunal, en toute hypothèse, quel que soit le chiffre de la créance aliénée, entraîne des frais qui peuvent être hors de proportion avec la valeur du meuble incorporel.

Enfin le père ne peut, sans autorisation, ni accepter une succession, si ce n'est sous bénéfice d'inventaire pour le mineur, ni emprunter pour lui, ni hypothéquer ses immeubles, art. 8.

Cet art. 8 contient une lacune, il omet la transaction. Le père, à raison de la gravité de l'acte, devrait être astreint à la nécessité de l'autorisation du tribunal, comme en cas d'aliénation d'immeuble.

Tels sont les principaux art. du projet de loi Bisseuil, qui, malgré les critiques qu'on pouvait lui faire, était préférable à celui de M. Cazot. Mais il ne donna lieu à aucun examen, à aucune discussion, ni dans la législature courante, ni dans celles qui suivirent. Seul le projet de M. Cazot fut soumis à l'examen d'une commission, mais, conformément à l'avis du rapporteur, M. J. Piou, il fut rejeté (1).

Pour M. Piou, le législateur « n'a pas à intervenir, pour « faire cesser les divergences d'appréciation entre les tribunaux. La Cour de cassation a été instituée pour mettre « un terme à ces divergences ; c'est à elle qu'il appartient « de fixer la jurisprudence, en fixant la loi ». D'autre part, le rapporteur ne pensait pas que la situation créée par les controverses, que l'art. 389 du Code civil avait pu susciter, fut telle que le législateur avait le devoir d'y mettre un terme : « Voilà plus de quatre-vingts ans, disait-il, « que l'art. 389 est en vigueur. A quels abus a-t-il donné « lieu ? Quelle plaintes a-t-il provoquées ? Comme tous les « textes législatifs, il a fait naître entre les juristes des « controverses scientifiques, mais il n'a causé ni trouble « dans la famille, ni scandale dans la société. »

(1) *Journ. off.*, 1887. Chambre des députés. Annexe n° 1920, p. 968.

L'application de la loi du 27 février 1880, à l'administration légale, au dire du rapporteur, entraînait pour le père l'obligation de faire inventaire, et de se soumettre au contrôle d'un subrogé tuteur et d'un conseil de famille. Etant donné que le projet avait reculé devant les conséquences logiques du principe posé, il devenait inutile. Ce n'est pas tout. Le projet permettait au père de se faire décharger de sa mission. On comprend que la loi accorde cette faveur au tuteur, on ne saurait l'étendre au père administrateur légal ; la tutelle est en effet, une création de la loi ; l'administration légale est, au contraire, un attribut, une conséquence de la puissance paternelle ; c'est la nature, et non la loi qui la crée ; comme la puissance paternelle, dont elle découle, elle est essentiellement intransmissible.

En terminant, le rapporteur reprochait au projet de maintenir l'administration légale, lorsque le père donnait sa démission d'administrateur, ou était destitué. A ses yeux, en pareille hypothèse, la tutelle doit s'ouvrir. Sur ce point, la critique de M. Piou n'était pas fondée. La tutelle, en effet, s'ouvre seulement à la dissolution du mariage, par le décès de l'un des parents ; or, dans l'espèce, le mariage n'est pas dissous : le projet ne commettait donc pas une erreur, en décidant que l'administration légale serait confiée à la mère, ou à un tiers.

Comme nous l'avons dit plus haut, le projet du gouvernement fut rejeté par la Chambre ; aucune discussion nouvelle n'intervint, sur la matière, avant la fin de la législature.

En 1891, un député, M. Lévêque, déposa une proposition de loi, ayant un but plus restreint; elle visait, en effet, le cas tout spécial où les intérêts du père administrateur sont en conflit avec ceux de l'enfant mineur; le projet proposait en pareille hypothèse de nommer à l'enfant un administrateur *ad hoc*. La question de savoir si le représentant de l'enfant doit être un tuteur *ad hoc*, ou un administrateur *ad hoc*, a été examinée dans notre première partie (1), nous n'y reviendrons pas.

La proposition de M. Lévêque n'eut aucune suite parlementaire.

Le 11 juillet 1907, M. Adigard, désirant mettre un terme aux incertitudes de la jurisprudence sur notre matière, reprit le projet de M. Lévêque, et le compléta par deux paragraphes : « l'étendue des pouvoirs du père administrateur, disait-il dans l'exposé des motifs, par comparaison avec ceux du tuteur, est une des matières de droit qui donne lieu, faute d'un texte précis, aux applications les plus divergentes, dans la pratique. Pour obvier aux inconvénients trop certains et nombreux qui en résultent, il paraît utile de compléter l'art. 389 du C. c. qui règle les principes de l'administration légale, par deux dispositions où se résume la jurisprudence la mieux établie sur ce point.

La proposition de loi qu'il avait déposée était ainsi conçue : « Article unique : l'article 389 du C. c. est complété par les deux paragraphes suivants :

(1) Voir page 43.

« L'administrateur légal peut agir seul, dans tous les cas où le tuteur doit être autorisé par une délibération du conseil de famille, mais doit avoir recours à une autorisation judiciaire, dans tous les cas où l'homologation de la délibération du conseil de famille est exigée.

« En cas d'opposition d'intérêts entre le père administrateur légal et son fils, il doit être procédé, par le tribunal, à la désignation d'un administrateur *ad hoc*. »

Cette proposition de loi fut renvoyée à l'examen de la commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle. Le 5 décembre 1907, M. M. Violette déposait son rapport. En substance, il exposait que l'art. 389 avait donné lieu, dans la pratique, à des difficultés d'interprétation auxquelles il était temps de mettre fin. L'intérêt de l'enfant l'exigeait. On ne devra pas oublier, en effet, que, au cours de l'administration légale, l'enfant était dans une situation bien plus défavorable que le mineur au cours de la tutelle ; les garanties que la loi accorde à ce dernier lui étaient refusées ; n'était-il pas équitable que l'administration de biens ne fût pas abandonnée à un arbitraire absolu. Sans doute, on doit faire quelque crédit à l'affection, à la sollicitude éclairée du père ; mais les faits démontrent souvent que ce dernier, oublieux de tous ses devoirs, abusant de la confiance que le législateur a en lui, dépouille son enfant, sans un remords, de la fortune qui a pu lui advenir. Qu'on n'oublie pas, en effet, que, le plus souvent, les biens que l'enfant peut posséder ont pour origine un legs, laissé par un grand-père, une grand-mère, qu'in-

quiète, à juste titre, la prodigalité de son fils. N'a-t-on pas à craindre que celui-ci, mécontent d'une sentence qui le prive de biens sur lesquels il comptait, ne les considère trop facilement comme étant sa propriété, aussi bien que celle de son enfant, et n'en dispose dans son propre intérêt. Sans doute, il est comptable envers son enfant des biens qu'il avait le devoir d'administrer, de conserver, mais il peut être insolvable. Pour toutes ces raisons, il y a lieu d'examiner de très près la proposition de M. Adigard.

La commission, estimant la proposition de M. Adigard trop étroite, avait décidé d'appliquer à l'administration légale la loi du 27 février 1880 sur les valeurs mobilières appartenant aux enfants mineurs en tutelle. Le texte, ainsi enrichi d'une nouvelle disposition, fut adopté dans la séance du 21 décembre 1907, urgence déclarée, et sans discussion (1).

L'art. 389 du C. c. était modifié ainsi qu'il suit :

« Le père est, durant le mariage, administrateur des
« biens personnels de ses enfants mineurs.

« Il est comptable, quant à la propriété et aux revenus,
« des biens dont il n'a pas la jouissance, et quant à la pro-
« priété seulement, de ceux des biens dont la loi lui donne
« l'usufruit.

« Il accomplit seul les actes que le tuteur peut faire
« seul, ou avec l'autorisation du conseil de famille. Il
« doit, au contraire, solliciter l'autorisation du tribunal,

(1) *J. off.*, 22 déc. 1907, Ch. des dép., page 3028.

« dans tous les cas où cette obligation est imposée au tuteur, ainsi que pour l'aliénation des valeurs mobilières et la conversion des titres nominatifs en titres au porteur. Le jugement qui autorisera une aliénation, prescrira toujours l'emploi qui devra être fait des fonds en provenant ».

« Le tribunal sera toujours saisi, conformément aux dispositions des art. 885 et 886 du Code de procédure civile ».

Ce texte ainsi adopté fut soumis au Sénat.

Nous devons observer, avant d'examiner l'œuvre du Sénat, sur le projet de loi qui lui était renvoyé, que la reprise de la question de la réglementation des pouvoirs du père administrateur légal, avait été provoquée par une étude consciencieuse de la question, à laquelle s'était livrée la Société d'Études législatives en 1906. A la suite d'un rapport de M. Bartin, un projet de loi avait été proposé, par une commission nommée par ladite société (1). Ce projet, soigneusement étudié, a visiblement inspiré l'œuvre du Sénat. Nous aurons l'occasion de parler du rapport, lu à la séance du 5 avril par notre savant maître, lorsque nous aurons à examiner une question qui se pose au lendemain de la promulgation de la loi du 6 avril 1910 : quelle est la nature juridique de l'administration légale ? Est-elle encore un attribut de la puissance paternelle, ou n'est-elle qu'une tutelle d'un genre particulier ?

(1) *Bulletin*, n° 4, 1906, p. 313

Rapport de M. Legrand (1). — La commission du Sénat, chargée d'examiner le projet de loi qui lui était soumis, ne crut pas devoir accepter le texte voté par la Chambre des députés; les dispositions qui y étaient contenues lui parurent incomplètes, ou excessives dans certaines de leurs conséquences, ou insuffisantes, et il lui sembla qu'il y aurait avantage à embrasser dans leur ensemble les questions relatives à l'administration légale, à faire cesser les controverses auxquelles elle a donné lieu, et à consacrer des règles plus précises, en s'inspirant des opinions de la doctrine, des discussions de la jurisprudence et de la nature des choses.

« Votre commission, dit M. Legrand dans son rapport, « déposé dans la séance du 5 novembre 1908, a été entraî-
« née à faire de l'art. 389 une sorte de code complet de la
« matière, et à le condenser dans un seul article, qui,
« malgré la difficile recherche d'une désirable concision,
« pourra paraître à quelques-uns un peu touffu, si l'on ne
« tient pas compte de l'importance et de la diversité des
« solutions à déterminer. On pourrait assurément en faire
« l'objet d'une loi spéciale, et de plusieurs articles sépa-
« rés, mais nous avons pensé qu'il était de beaucoup pré-
« férable, d'incorporer, dans un texte unique, les modifi-
« cations proposées, et de ne pas changer le numérotage
« du Code. Entre deux inconvénients, trop grande étendue

(3) *J. off.*, annexe n° 268 au procès-verbal de la séance du 5 nov. 1908.

« d'un article, ou complication d'une loi distincte, et séparée du Code civil, nous avons choisi celui que nous croyons le moindre. »

Le texte du projet, modifié et développé par le Sénat, fut adopté en première et deuxième délibération, dans les séances des 5 et 11 février 1909. La Chambre des députés, devant laquelle le projet fut renvoyé, le vota définitivement le 1^{er} avril 1910, après un nouveau rapport de M. M. Violette. La loi nouvelle paraissait à l'officiel du 8 avril 1910.

Nous allons examiner maintenant, dans notre deuxième chapitre, le nouvel article 389 du Code civil, en considérant, dans deux sections, les points que le législateur a tranchés, et ceux qui n'ont pas été résolus.

CHAPITRE II

PREMIÈRE SECTION

Les solutions légales.

Notre première section comprendra quatre paragraphes, précédés de quelques observations, ou généralités.

Le premier paragraphe sera consacré à l'exercice de l'administration légale.

Le deuxième paragraphe à la délimitation des pouvoirs du père administrateur.

Le troisième paragraphe aux causes de déchéance de l'administration légale.

Le quatrième paragraphe à la reddition de compte.

Généralités.

Le législateur avait à opter entre deux conceptions : ou bien réglementer minutieusement l'administration légale,

entrer dans les détails ; en un mot, faire une loi réglant toutes les questions que pouvait soulever la matière ; ou se borner à formuler clairement un principe dont les interprétateurs auraient ensuite à tirer les conséquences. La Société d'Etudes législatives, en 1906, avait adopté le premier parti ; le projet, si consciencieux, que sa commission avait élaboré, ne comprenait pas moins de 35 articles ; les difficultés auxquelles le laconisme du texte ancien avait donné lieu étaient examinées, tranchées. Que fit le Parlement ? Il lui sembla qu'il fallait principalement éviter de faire une loi, qui ne pût trouver place dans le Code. Son unique souci fut de remplacer l'ancien art. 389 du Code civil par un art. nouveau, dans lequel seraient condensées les règles applicables à l'administration légale : *multa paucis*, telle fut sa devise. La Chambre des députés avait appliqué cette règle, réduisant au minimum les dispositions qu'elle jugeait nécessaire d'adopter. Le Sénat, tout en développant le projet qui lui avait été soumis par la Chambre, obéissait à la même préoccupation : « Nous « avons, dit M. Legrand, rapporteur, rencontré une première difficulté ; celle de condenser en un article unique, « pour la facilité de son incorporation dans le Code, les « règles applicables à l'administration légale. » La conséquence de cette idée était fatale : le législateur nous donna un texte fort long, n'embrassant la question ni dans son ensemble, ni dans ses détails. Avons-nous, au moins, pour nous guider dans l'examen des questions que la loi nouvelle n'a pas prévues, un principe certain, qui nous per-

mette de statuer en connaissance de cause ? Quelle a été la pensée du législateur sur la question suivante, qui domine toute notre matière : quelle est la nature et le fondement juridique de l'institution de l'administration légale ? La considère-t-il encore comme un attribut de la puissance paternelle, ou, après les emprunts multiples faits aux règles de la tutelle, la considère-t-il comme une tutelle d'un genre particulier ? Cette question présente, nous l'avons déjà vu, un intérêt considérable pour la solution des questions non résolues par le texte. Or, après les travaux préparatoires de la loi, il nous est impossible de deviner l'opinion, sur ce point si important, du législateur, et même de savoir s'il en a une. D'autre part, en effet, le rapporteur au Sénat reproduit les paroles prononcées au Tribunal, lors de l'élaboration du Code civil : « il paraît « évident que, jusqu'à la dissolution du mariage, le véritable titre du père, et le seul qu'il puisse avoir, dans « l'hypothèse dont il est question, est celui d'administrateur ». Il cite le conseiller d'Etat Berlier : « Tout mineur n'est pas nécessairement en tutelle : celui dont les « père et mère sont encore vivants, trouve en eux des « protecteurs naturels, et, s'il a quelques biens personnels, « l'administration en appartient au père. La tutelle commence au décès du père ou de la mère, car alors, en « perdant l'un de ses protecteurs naturels, le mineur réclame déjà une protection spéciale de la loi » ; puis l'avis formulé en 1881 par le Conseil d'Etat : « dans la pensée « du législateur, l'administration légale du père de famille

« est le droit qui lui appartient, durant le mariage, d'ad-
« ministrer librement les biens personnels de ses enfants
« mineurs. Cette administration n'est pas une tutelle ; le
« père administrateur n'est rien moins qu'un tuteur, et
« par suite, il n'est pas soumis aux conditions et charges
« imposées à ce dernier ; enfin, l'administration légale a
« son fondement et sa garantie dans la double affection
« qui protège le mineur, tant que vivent ses père et
« mère ». Le rapporteur ajoute : « il convenait de ne pas
« méconnaître, en dehors d'une nécessité certaine, les
« droits naturels des père et mère, de ne pas altérer leur
« autorité et le respect qui leur est dû, alors que la pré-
« somption, à laquelle l'expérience du passé laisse toute
« sa force, est que leur affection commune, de leur vivant
« à tous deux (et même après le divorce), assure à l'enfant,
« dans ses biens, une protection efficace ». Après de telles
paroles, on pourrait croire que le législateur de 1910 a vu,
comme celui de 1803, dans l'administration légale, un
attribut, un accessoire de la puissance paternelle.

Mais, d'autre part, le projet fait à la tutelle des emprunts
si nombreux, que l'on peut se demander si le législateur
ne lui a pas également emprunté le sentiment de défiance
et de protection excessive qui inspire toutes ses prescrip-
tions. En effet, le rapporteur écrit une phrase qui décon-
certe, quand on la rapproche de celles qui précèdent : « Nous
« avons considéré l'administration légale, lorsqu'elle s'ap-
« plique à ces actes, comme une sorte de tutelle, à laquelle
« il était logique et loisible d'étendre *mutatis mutandis*,

« des règles d'assimilation, avec celles de la tutelle. »

Ainsi sur la question fondamentale de la nature juridique de l'administration légale, la pensée du législateur nous échappe. On ne peut faire le même reproche au projet élaboré par la commission de la Société d'études législatives. Le rapporteur a nettement déclaré, que, à son avis, l'administration légale, d'après la conception du législateur de 1803, devait être rapprochée de la tutelle, qu'elle n'était qu'une tutelle sans garantie, plus doucement réglementée que la tutelle ordinaire (1).

Dans la première partie (2), nous avons formulé sur ce point notre opinion ; nous avons pensé que la tradition, les travaux préparatoires du C. c. militent en faveur de l'opinion contraire.

§ I. — De l'exercice de l'administration légale.

En principe, tant que les époux sont vivants, il n'y a pas lieu à tutelle. L'ancien texte portait ; le père est « durant le mariage ... etc. » Cette dernière expression avait fait naître une question, celle de savoir si, en cas de divorce, l'administration légale devait prendre fin. Le premier alinéa du texte nouveau la tranche définitivement. « La survivance et la coexistence du père et de la mère suffisent,

(1) Société d'Etudes législatives. B. 4, 1906, p. 300.

(2) Voir page 13.

« disait le rapporteur M. Legrand, pour que les intérêts
« de l'enfant soient considérés comme efficacement protégés,
« gés, par suite de l'affection attentive de chacun de ses
« père et mère, malgré le divorce intervenu entre eux. En
« conséquence, il importe de mettre le texte en rapport
« avec la réalité des choses, et avec l'art. 390 du C. c.
« qui déclare la tutelle ouverte, seulement à la mort du
« père ou de la mère ; l'article portera donc » du vi-
« vant des père et mère, » au lieu de durant » le ma-
« riage. »

Etant donné le principe, la modification que le rapporteur proposait était logique. Le texte de la commission, cependant, est ainsi conçu : « du vivant des époux », expressions qui ne correspondent plus à la réalité, et cessent d'être en harmonie avec l'article 390 du C. c. Une fois le divorce prononcé, il n'existe plus d'époux. Remplacer « durant le mariage » par « du vivant des époux », c'est ne rien changer au texte ; c'est perpétuer la controverse à laquelle on voulait mettre fin. Malgré la critique qu'un sénateur, M. G. Poulle, avait formulée à ce sujet, le texte tel qu'il avait été rédigé par la commission, et accepté en première lecture, fut définitivement voté en deuxième délibération, le 11 février 1909 (1), sans que ce changement dans la rédaction du texte ait pu être expliqué.

En principe, c'est le père qui a l'administration légale des biens de ses enfants mineurs ; ce droit est une con-

(1) *Journ. off.*, 11 févr. 1909, p. 108.

séquence de la puissance paternelle que la loi lui confère (art. 373 C. c.).

L'administration des biens peut cependant être confiée à la mère, quand le père en est exclu, pour les causes énumérées au 9^e alinéa : état d'absence, déchéance de la puissance paternelle, inconduite notoire, etc.

Que décider en cas de divorce? Le nouveau texte donne l'administration légale à celui des époux qui aura la garde de l'enfant, sans qu'il y ait lieu de distinguer si le divorce a été prononcé contre lui, ou en sa faveur. Cette solution a paru la plus naturelle et la plus logique, car elle remet entre les mêmes mains la garde de l'enfant et l'administration des biens. Le législateur n'a pas maintenu la jurisprudence qui n'attribuait l'administration légale à la mère, que si le divorce avait été prononcé en sa faveur, et qu'en outre elle eût obtenu la garde de l'enfant. Toutefois, le nouveau texte permet au tribunal d'en ordonner autrement, c'est-à-dire, de séparer l'administration des biens de la garde de l'enfant ; c'est ce qui se présentera, toutes les fois que le tribunal confiant la garde des enfants au père et à la mère séparément, jugera utile de faire administrer les biens par la même personne.

La solution que le législateur a admise en cas de divorce, doit être étendue à la séparation de corps. En conséquence, l'administration légale appartiendra à l'époux qui aura la garde de l'enfant, à moins que le tribunal n'en ait disposé autrement.

Le père peut être en opposition d'intérêts avec son enfant : une succession, par exemple, leur est échue, il y a lieu de faire inventaire, de liciter, de partager. Le père doit sauvegarder les intérêts de son enfant, il doit également défendre les siens. Le nouveau texte, tranchant une controverse dont nous avons déjà parlé (1), décide qu'un administrateur *ad hoc* sera nommé à l'enfant par le tribunal, et non par le conseil de famille (4^e alinéa de la loi).

Le père et la mère peuvent être privés de l'administration légale, pour inconduite notoire, incapacité ou toute autre cause. Il n'y a pas lieu à ouverture de tutelle ; il en serait autrement, si les parents étaient déchus de la puissance paternelle, conformément à la loi du 24 juillet 1889 (art. 10). Le tribunal nommera un administrateur pour remplacer les parents indignes ou incapables d'administrer le patrimoine de l'enfant.

M. Capitant critique cette disposition de la loi nouvelle. A son avis, il eût été préférable d'organiser la tutelle « puisque les garanties que trouve ordinairement « l'enfant dans l'affection et la sollicitude de ses parents « lui font défaut (1) ». L'article 33 du projet de la Société d'Etudes législatives avait admis cette solution : « Si la « mère est elle-même exclue de l'administration légale, « la tutelle s'ouvre dans les termes du droit commun. »

(1) Voir page 43.

(2) Extrait de la *Revue trimestrielle de droit civil*, n° 2, 1910, page 12, n° 13.

Le législateur de 1910 n'a pas cru pouvoir adopter ce système, qui eût été contraire à l'art. 390 qui subordonne l'ouverture de la tutelle à la mort de l'un des parents : « Votre « commission, dit M. Legrand, vous propose de ne pas « déroger en cette matière au C. c. La tutelle, en effet, ne « s'applique pas aux biens seulement, et il ne paraît ni « possible ni justifié que la privation de l'administration « légale, motivée par des causes multiples et de nature et « de gravité diverses, ait pour conséquence forcée de dé- « posséder les père et mère des autres droits et obligations « qui leur appartiennent et leur incombent. » Ainsi, pour le rapporteur, il y a incompatibilité entre la tutelle et la puissance paternelle ; nous ne voyons, cependant, aucune objection sérieuse à ce que la tutelle soit ouverte dans l'espèce. Les privilèges accordés au père (ou à la mère) administrateur des biens de son enfant, reposent sur la qualité de père ; ils se justifient par la confiance naturelle qu'inspirent les parents. Or, il n'existe aucune bonne raison pour accorder le même crédit à l'administrateur étranger, nommé à la place des père et mère.

Quels seront les pouvoirs de cet administrateur *ad hoc* ? Dans le silence du jugement qui l'a désigné, ils seront en tous points comparables à ceux des père et mère. On peut toutefois admettre que le tribunal, qui l'investit de sa fonction, soumette son administration à telle garantie qu'il jugera nécessaire.

Dans notre première partie, nous avons examiné (1) la

(1) Voir page 11.

question de savoir si le donateur ou le testateur avait le droit de gratifier l'enfant, sous la condition expresse que l'administration des biens donnés ou légués serait confiée à un tiers. Cette question se rattachait à la nature et au fondement juridique de l'administration légale. Celle-ci nous étant apparue comme une conséquence de la puissance paternelle, nous avons admis la négative. La loi nouvelle a adopté l'opinion contraire ; la clause du retrait est valable. Cette disposition pourrait être invoquée par ceux qui soutiendront que le législateur voit dans l'administration légale plutôt une tutelle, qu'un accessoire de la puissance paternelle. Mais, comme nous l'avons déjà fait observer, cette conséquence ne serait peut-être pas exacte ; il existe, en effet, dans le rapport de M. Legrand au Sénat, certains passages qui infirment cette manière de voir, en sorte que la question reste entière, et sans solution.

L'administrateur du bien légué ou donné sera le plus souvent désigné par l'auteur de la libéralité ; il aura les pouvoirs d'un simple mandataire, si, dans l'acte, ils n'ont pas été précisés.

Le disposant a-t-il négligé de le désigner, c'est le tribunal qui le nommera.

Dispenses, excuses. — Les art. 427 et 442 du C. c. prévoient certaines causes de dispense ou d'excuse ; applicables à la tutelle, elles demeurent étrangères à l'administration légale. Nous avons déjà examiné ce point dans notre première partie (1). La loi nouvelle est muette ; il n'y a pas

(1) Voir page 60.

lieu de reconnaître d'autres cas d'incapacité, en dehors de ceux prévus, et énumérés par le paragraphe 9 de notre nouvel article 389.

§ II. — Des pouvoirs de l'administrateur légal.

Nous connaissons les difficultés d'interprétation auxquelles avait donné lieu le laconisme de l'art. 389. Devait-on accorder au père administrateur des pouvoirs souverains, en l'absence de texte positif? Ou devait-on, comme le tuteur, l'astreindre à certaines autorisations, lorsqu'il aurait à passer des actes importants?

Deux théories opposées avaient été soutenues : la première, celle de l'omnipotence du père, la seconde, celle de l'assimilation de l'administration légale à la tutelle. La première avait pour elle l'autorité de Laurent ; la seconde était défendue par Demolombe et Aubry et Rau. Une opinion intermédiaire, en jurisprudence, semblait s'être fait jour ; elle consistait à dire que le père administrateur aurait tous les pouvoirs que le tuteur avait, soit seul, soit avec l'autorisation du conseil de famille.

Quel système le législateur devait-il suivre?

Au Sénat, le rapporteur, M. Legrand, repousse nettement le système qui assimile l'administrateur légal au tuteur, et le soumet à toutes les formalités imposées par la loi à ce dernier. Il convient, dit en substance le rapporteur, de res-

pecter l'autorité paternelle, et de ne la soumettre, en principe, à aucune entrave ; l'affection que les parents ont pour leur enfant, tant qu'ils existent, et même après le divorce, le souci qu'ils ont de ses intérêts et de son avenir, assurent à celui-ci, dans ses biens, une protection efficace. Est-ce à dire que l'on doive adopter la théorie de l'omnipotence, celle qui laisse toute liberté au père ! Non ; à ce sujet M. Legrand s'exprimait ainsi : « la loi en qualifiant
« d'administrateur le père ou la mère, s'il y a lieu, a net-
« tement, par le terme même employé, déterminé la nature
« et l'étendue de leurs pouvoirs ; ainsi limités aux actes
« d'administration, nous avons voulu rester fidèle à l'esprit
« de la loi, tel qu'il est reconnu par la majorité des auteurs,
« et des décisions judiciaires ; aussi n'avons-nous pas ad-
« mis non plus le système également absolu et contraire à
« celui que nous venons d'écarter, qui aurait permis à
« l'administrateur de faire seul, sans aucune autorisation,
« sans garantie et sans contrôle, tous les actes, quelle que
« soit leur importance, autres que ceux d'administration. »

Le législateur a consacré le troisième système. « Nous
« avons été d'accord, dit le rapporteur, avec la généralité
« de la doctrine et de la jurisprudence, et avec presque
« tous les projets ou propositions de loi antérieurs, particu-
« lièrement avec la proposition votée par la Chambre des
« députés, pour admettre d'abord que l'administration lé-
« gale ne comportait ni conseil de famille, ni tutelle, ni
« subrogée tutelle, et ensuite que l'administrateur avait le
« droit, en principe, de faire seul tous les actes que le tu-

« teur peut lui-même faire avec la seule autorisation du
« conseil de famille. La présence du père ou de la mère,
« et leur affection vigilante pour les enfants nés de leur
« union, même affaiblie par la séparation de corps ou le
« divorce, doivent faire exclure l'intervention d'un orga-
« nisme spécial, s'interposant à côté des parents, ou entre
« eux, pour la protection de leur enfant. Mais quant aux
« actes assez graves, et qui ne sont d'ailleurs pas de pure
« administration, pour que la loi ne les permette à un tu-
« teur qu'après avis du conseil de famille, et autorisation
« du tribunal, les mêmes opinions et les mêmes précé-
« dents nous ont déterminé à ne les permettre à l'admi-
« nistrateur qu'avec l'autorisation du tribunal, statuant en
« chambre du conseil, sur requête, et le ministère public
« entendu. Nous avons considéré l'administration légale,
« lorsqu'elle s'applique à ces actes, comme une sorte de
« tutelle à laquelle il était logique et loisible d'étendre,
« *mutatis mutandis*, des règles d'assimilation avec celles
« de la tutelle ».

Nous examinerons dans deux aliénas : 1^o les actes que le père (ou la mère) peut faire seul ; et 2^o les actes qu'il ne peut faire qu'avec l'autorisation du tribunal.

1^{er} ALINÉA. — *Actes que l'administrateur légal peut faire seul.*

Avant de passer en revue les actes que l'administrateur peut faire seul, il y a lieu de faire une remarque importante, intéressant la mère, au cas où, pendant le mariage,

l'administration des biens lui serait confiée, par suite d'incapacité ou de déchéance du père. Le paragraphe 2 du nouvel art. 389, dispose que la mère, administratrice, aura les mêmes pouvoirs que le père, et qu'elle pourra accomplir seule, et sans avoir à demander l'autorisation maritale, les actes concernant l'administration qui rentrent dans la compétence du père. La mère, du fait de son administration, encourant une certaine responsabilité, on aurait pu croire que, comme femme mariée incapable, elle aurait dû se faire autoriser à chaque acte par son mari ; le texte lui donne toute capacité. Il est clair qu'il eût été inutile de lui confier l'administration des biens, si elle avait dû à chaque instant en référer à son mari, ou à son défaut recourir à la justice.

La remarque que nous venons de faire n'a d'intérêt que dans le mariage, les époux n'étant pas séparés de corps. Y a-t-il en effet séparation de corps, ou divorce, la femme, dans les deux cas, est affranchie de la puissance maritale ; elle recouvre le plein exercice de sa capacité civile (art. 344, C. c., loi du 6 févr. 1893 pour la séparation de corps).

Conformément au paragraphe 6, l'administrateur légal peut faire seul, non seulement les actes que le tuteur peut faire seul, mais aussi ceux qu'il ne peut faire qu'avec l'autorisation du conseil de famille. En conséquence, ses pouvoirs seront supérieurs à ceux d'un administrateur ordinaire. Il pourra, tout d'abord, accomplir les actes rentrant dans les pouvoirs d'un administrateur ordinaire, qui ont pour but la conservation, l'entretien du patrimoine du mi-

neur, tels que les baux, réparations d'immeubles, recouvrement de créances, emploi de fonds, etc. Il aura qualité, en outre, pour accomplir seul certains actes plus importants, tels que l'acceptation d'une succession, d'une donation, intenter une action en partage, une action mobilière ou même immobilière, actes que le tuteur ne pourrait faire valablement, qu'avec l'autorisation du conseil de famille.

Examinons les divers actes que nous venons d'énumérer :

1^o *Baux*. — Le tuteur peut seul donner à bail les immeubles appartenant à son pupille pour une durée de neuf années au plus. S'il est de l'intérêt du pupille de louer pour une période plus longue, 18 années par exemple, le tuteur aura besoin de l'autorisation du conseil de famille. Il résulte de là que l'administrateur légal a qualité pour consentir seul un bail de 18 ans, au nom de son enfant mineur. Au delà de cette durée, le bail est soumis à la transcription, en vertu de l'art. 2 de la loi du 23 mars 1855 ; il constitue dès lors une aliénation temporaire de la jouissance de l'immeuble. Le tuteur, avec la seule autorisation du conseil de famille, ne pourrait valablement passer un bail de cette importance ; il serait dans la nécessité de demander en outre l'homologation du tribunal. En pareille hypothèse l'administrateur légal devrait s'adresser à la justice.

L'art. 450, 3^o alinéa, ne permet au tuteur de prendre à bail les biens de son pupille, qu'avec l'autorisation du

conseil de famille ; c'est au subrogé tuteur qu'il appartient, dans ce cas, de passer le bail, au nom de l'enfant. Cette disposition de l'art. 450 ne peut être étendue à l'administrateur légal ; elle ne figure pas, en effet, parmi les articles qui lui sont applicables. L'administrateur légal peut donc prendre à bail les immeubles de son enfant mineur. Mais il ne peut agir en la double qualité de preneur et de bailleur ; ses intérêts sont en conflit avec ceux de son enfant. Il est de toute nécessité de faire nommer par le tribunal un administrateur *ad hoc*, chargé de représenter l'enfant, et de passer bail en son nom. Rien ne s'oppose à ce que le tribunal désigne l'administrateur, après examen de la situation, et, au besoin, refuse la nomination du représentant de l'enfant, si les intérêts de celui-ci le commandent.

2° *Recouvrement de créances.* — Ce point ne demande aucun développement. Comme le tuteur, l'administrateur légal a qualité pour réclamer aux débiteurs de son enfant mineur le paiement des sommes qui lui sont dues, et pour donner quittance.

3° *Emploi de fonds.* — Aux termes des art. 455, 456, le tuteur est tenu, dans le délai de six mois, de faire emploi de l'excédent des revenus sur les dépenses, dès que cet excédent a atteint le chiffre fixé par le conseil de famille ; faute d'emploi dans le délai ci-dessus, il doit les intérêts de la somme non employée, à compter de l'expiration du délai de six mois. Le paragraphe 7 de notre texte dispose que l'administrateur doit faire emploi des capitaux appartenant

à l'enfant, lorsqu'ils s'élèvent à plus de 1.500 fr. Mais, sur ce point, le texte contient une lacune regrettable, il ne détermine, en effet, aucun délai pour cette formalité, et ne rend nullement les tiers responsables du défaut d'emploi, ou du mauvais emploi qui peut être fait des deniers. L'administrateur légal a donc toute liberté d'action, il peut placer les fonds quand il lui plaira, et de la manière qu'il voudra, en valeurs mobilières ou en immeubles. Dans notre première partie, nous avons déjà insisté sur ce point (1). Nous savons seulement que le tribunal n'hésiterait pas à annuler l'opération, au cas où il résulterait des circonstances que le père, en opérant le placement, a agi moins dans l'intérêt de son enfant mineur que dans le sien (2).

N'exagérons pas, toutefois, l'importance de la lacune signalée dans la loi. Si l'administrateur légal néglige de faire emploi des fonds qu'il a le devoir de conserver et de rendre, et si les intérêts de l'enfant paraissent compromis, le tribunal, à la requête du conjoint, d'un parent ou d'un allié de l'enfant, ou même du ministère public, pourra prononcer la déchéance de l'administrateur, conformément au paragraphe 9, pour cause d'incapacité ou d'infidélité.

4° Conversion au nominatif, 7^e alinéa. — Le même alinéa 7 prescrit à l'administrateur de convertir au nominatif les titres au porteur appartenant à son enfant, sans que les tiers soient tenus de surveiller cette conversion. Il

(1) Voir page 23.

(2) Cass., 2 mai 1865. S. 65, 1, 206. D. 65, 1, 363.

est à présumer toutefois que les Sociétés et Compagnies, détenant des valeurs au porteur appartenant à des mineurs placés sous l'administration légale de leur père (ou de leur mère) hésiteront, malgré le texte de la loi nouvelle, à se dessaisir de ces titres, lorsque leur valeur dépassera 1.500 francs sans exiger la conversion au nominatif.

5^o *Acceptation d'une succession.* — Une succession est échue à un enfant mineur en tutelle ; un legs universel ou à titre universel lui est fait ; l'art. 461 C. c. prescrit au tuteur de demander l'autorisation du conseil de famille. Celui-ci, en outre, ne peut accepter que sous bénéfice d'inventaire (art. 461 *in fine*). Or, le paragraphe 8 n'applique à l'administration légale que cette dernière partie de l'art. précipité, et cela avec raison. L'administrateur légal pouvant seul accomplir les actes pour lesquels le tuteur a besoin de l'autorisation du conseil de famille, et l'acceptation d'une succession et d'un legs universel rentrant dans cette catégorie, en comprend que le paragraphe 8 ait passé sous silence la première partie de l'art. 461.

Le même paragraphe 8 déclare applicable à l'administration légale l'art. 462. En conséquence, une succession répudiée au nom du mineur par l'administrateur légal peut être reprise, soit par cet administrateur légal, soit encore par le mineur devenu majeur, lorsqu'elle n'a pas été acceptée par un autre héritier.

6^o *Donation.* — Le père (ou la mère) administrateur légal peut accepter une donation faite à son enfant, en vertu de l'art. 935 C. c., sans aucune autorisation.

7° *Partage*. — L'administrateur légal a qualité pour défendre à une action en partage, et même pour l'intenter au nom de son enfant mineur ; il peut, en effet, accomplir seul les actes pour lesquels le tuteur a besoin de l'autorisation du conseil de famille, et l'action en partage est au nombre de ces cas (art. 465).

Quant au partage, pour être valable, il devra être fait en justice, le 8^e alinéa de notre texte renvoie à l'art. 466 du C. c.

8° *Licitation*. — L'administrateur légal peut bien intenter l'action en licitation d'immeubles appartenant par indivis à son enfant mineur, sans autorisation, puisque cet acte est l'un de ceux que le tuteur pourrait accomplir avec la seule autorisation du conseil de famille ; mais la licitation sera faite en justice, avec les formalités prescrites pour l'aliénation des biens des mineurs. Le paragraphe 8 de notre texte renvoie en effet à l'art. 460 du C. c.

On peut regretter que le législateur ait cru utile d'appliquer à l'administration légale les art. 460 et 466 précités. On sait, en effet, avec quelle défaveur sont vues, en pratique, les dispositions qu'ils contiennent. Les héritiers majeurs, maîtres de leurs droits, les évitent le plus possible, estimant, à juste titre, que la vente et le partage amiables présentent des avantages certains. Les formalités que la loi impose, quand le partage doit être fait en justice, ou que la licitation a lieu aux enchères publiques, entraînent des frais considérables, qui retombent toujours sur les héritiers, en sorte que cette protection excessive

finir par devenir un mal. On peut admettre, à la rigueur, que c'est là un mal nécessaire, quand on se trouve en présence d'une vraie tutelle, surtout quand elle est confiée à un étranger, mais était-il bien raisonnable d'étendre de telles mesures à l'enfant, placé sous l'autorité de son père ? Cette détermination surprend d'autant plus, que, dans son rapport, M. Legrand, voulant justifier l'absence du subrogé tuteur, et du conseil de famille, affirmait que, durant le mariage, et même après le divorce, l'affection paternelle, contrôlée par l'affection de la mère, assurait à l'enfant une protection suffisante.

9^e *Actions mobilières et immobilières.* — Le tuteur peut exercer les premières, seul, et les secondes, avec la seule autorisation du conseil de famille ; il peut également, en remplissant les mêmes formalités, acquiescer à une demande relative aux droits immobiliers du pupille. Dès lors, l'administrateur légal a qualité pour accomplir seul, sans aucune autorisation, ces divers actes.

2^e ALINÉA. — *Actes que l'administrateur légal ne peut faire, qu'avec l'autorisation du tribunal.*

Dans l'alinéa précédent, nous avons relevé plusieurs points de rapprochement entre l'administration légale et la tutelle. Dans le second paragraphe, l'assimilation se poursuit et se précise. Dominé, cette fois, par l'idée que l'administration légale est plutôt une tutelle qu'une conséquence de la puissance paternelle, le législateur se décide à prescrire l'intervention de la justice, toutes les fois que l'acte

à passer par l'administrateur légal sera l'un de ceux pour lesquels le tuteur doit recourir au tribunal ; avec cette différence, toutefois, que, en l'absence du conseil de famille, la délibération du tribunal sera, pour le père, non plus une homologation, mais une autorisation directement donnée.

Les actes que l'administrateur doit soumettre à l'approbation du tribunal sont : l'emprunt, l'aliénation d'immeubles, l'aliénation de valeurs mobilières excédant 1.500 francs en capital, la conversion au porteur des titres nominatifs, et la transaction (8 alin. de l'art. 389 nouveau.)

1° — *Emprunt.* Le huitième alinéa renvoie à l'art. 457 C. c., aux termes duquel le tuteur ne peut valablement emprunter, au nom du pupille, qu'après avoir obtenu l'autorisation du conseil de famille, et en outre l'homologation du tribunal. En conséquence, l'administrateur légal qui veut négocier un emprunt dans l'intérêt de son enfant mineur, devra demander l'autorisation du tribunal civil, statuant sur requête, en chambre du conseil, le ministère public entendu. Conformément aux prescriptions de l'art. 457, le tribunal ne doit accorder cette autorisation que pour cause d'une nécessité absolue, ou d'un avantage évident, et qu'après qu'il aura été constaté par un compte sommaire, présenté par l'administrateur, que les deniers, effets mobiliers et revenus du mineur, sont insuffisants.

2° *Aliénation d'immeuble.* — L'art. 457, déjà cité, étant applicable à l'administration légale, le père ne peut vendre

valablement les immeubles appartenant à son enfant mineur, qu'après y avoir été autorisé par justice, et seulement en cas de nécessité. Le tribunal prendra toutes les mesures qu'il jugera utiles, notamment en ce qui concerne la mise à prix et les conditions d'emploi. La vente ne peut être faite à l'amiable ; elle aura lieu publiquement à la barre du tribunal, à moins que ce dernier n'en ordonne le renvoi devant un notaire, conformément aux art. 954 et suivants du Code de procédure civile.

L'autorisation du tribunal n'est pas requise, au cas où le père veut provoquer la licitation d'un immeuble indivis entre des tiers et son enfant mineur. Il en est de même, en cas de saisie d'un immeuble du mineur, pratiquée par un créancier, ou encore en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique (loi du 3 mai 1841, art. 3).

Par aliénation d'immeuble, nous entendons, non seulement la toute propriété, mais encore la vente de la nue propriété, de l'usufruit, la constitution d'une servitude passive, sur un immeuble du mineur, la renonciation à une servitude active. L'administrateur légal, dans tous ces cas, a besoin de l'autorisation du tribunal ; nous donnerons la même solution, quand il s'agira d'échanger une propriété du mineur contre un autre immeuble, ou de consentir une hypothèque. Le tuteur ne pourrait accomplir ces divers actes qu'après y avoir été autorisé par une délibération du conseil de famille, homologuée par le tribunal. L'administrateur devra, en conséquence, s'adresser à la justice.

3^o *Aliénation de meubles incorporels.* — La loi du 26 février 1880, relative aux valeurs mobilières appartenant au mineur en tutelle, a été généralement, dans la doctrine, considérée comme un grand bienfait. Le pouvoir absolu que la jurisprudence, surtout à partir de 1871, avait reconnu au tuteur, de disposer, sans condition et sans contrôle, de créances, de titres, qui souvent constituaient toute la fortune du pupille, avait été néfaste à beaucoup d'enfants en tutelle. L'opinion s'était émue ; elle demandait une loi apportant une limitation nouvelle aux pouvoirs du tuteur. Le 27 février 1880, les mesures de protection si désirées, si attendues, étaient enfin votées, promulguées. Nous savons qu'un sénateur, M. Gazagne, au cours de la discussion de cette loi, avait demandé qu'elle fût appliquée au père administrateur. Le rapporteur, M. Denormandie, fit remarquer que la question de la délimitation des pouvoirs du père comme administrateur légal ne pouvait être tranchée d'une manière secondaire, dans un amendement, sur des matières absolument étrangères à la loi. Sur la déclaration de M. Cazot, alors ministre de la Justice, qu'un projet de loi, réglementant les pouvoirs du père, serait soumis prochainement à l'élaboration du Conseil d'Etat, l'amendement que proposait M. Gazagne fut retiré. Le projet, donnant satisfaction à l'opinion, fut en effet déposé peu de temps après ; un contre-projet, beaucoup plus étendu, en novembre 1881, était déposé par un député, M. Bisseuil ; l'un et l'autre étendaient la loi de 1880 à l'administration légale. Mais après cette double manifestation, de longues

années devaient s'écouler, avant que la question de la réglementation des pouvoirs du père administrateur fût reprise, et surtout résolue : « On sait, dit M. Martin dans « son rapport à la Société d'Etudes Législatives, comment « les choses se passent dans les assemblées délibérantes : « une question frappe sur le moment. Tout le monde se « dit : comment a-t-on pu vivre si longtemps, sans que « cette question fût législativement résolue, et la matière « réglementée ? Sans désespérer, on fait un projet de loi, « quitte à l'oublier le lendemain. C'est ce qui s'est passé « pour la question de l'administration légale (1). »

Rappelons brièvement les prescriptions que la loi du 27 février 1880 impose au tuteur, dans l'intérêt du pupille. Le tuteur doit : convertir, dans un délai de trois mois à compter de l'ouverture de la tutelle, les titres au porteur en titres nominatifs, à moins d'impossibilité ; se munir, pour l'aliénation des meubles incorporels appartenant à son pupille, de l'autorisation du conseil de famille ; autorisation toujours nécessaire, et, en outre, de l'homologation du tribunal, si la valeur à aliéner dépasse en capital le chiffre de 1.500 francs ; et, dans les trois mois à partir de leur recouvrement, faire emploi des capitaux appartenant au mineur ou à l'interdit.

Dans notre premier chapitre (2), relatif à l'histoire de notre loi du 8 avril 1910, nous avons vu que la proposition

(1) Bulletin de la Société d'Etudes législatives, 1906, n° 4, p. 298.

(2) Voir page 7.

de M. Adigard, modifiée par M. Violette, n'était pas à l'abri de toute critique. Le père, administrateur légal, d'après le projet, devait demander l'autorisation du tribunal, soit pour aliéner les valeurs mobilières appartenant à son enfant mineur, soit pour convertir les titres nominatifs en titres au porteur. Cette proposition contenait une lacune grave ; elle était muette pour le cas où les valeurs appartenant à l'enfant étaient au porteur ; le père n'était pas tenu de les convertir en titres nominatifs. Cet oubli était d'autant plus surprenant que la loi du 27 février 1880 avait surtout été votée pour remédier aux dangers que la forme au porteur faisait courir aux pupilles. En outre, le projet paraissait prescrire l'intervention de justice, dans tous les cas, que la valeur à aliéner fût supérieure ou inférieure à 1.500 francs en capital. Nous avons déjà fait remarquer (1) que la nécessité de recourir au tribunal, quand le titre représentait une somme modique, pouvait entraîner des frais considérables et hors de proportion avec la valeur aliénée. A ce point de vue, le projet était défectueux.

Le texte élaboré par la commission du Sénat, et adopté définitivement par les deux Chambres, combla heureusement la lacune, signalée plus haut, et affranchit le père administrateur de l'obligation de se munir de l'autorisation du tribunal, quand le titre n'excédait pas 1.500 francs en capital.

Il peut se faire que les titres au porteur, appartenant au

(1) Voir page 71.

mineur, ne soient pas susceptibles d'être convertis en nominatifs, soit par leur nature, *soit à raison de conventions*. L'article 5, alinéa 4 de la loi du 27 février 1880 dispose que, dans ce cas, le tuteur devra, dans les trois mois, obtenir du conseil de famille l'autorisation, soit de les aliéner avec emploi, soit de les conserver ; dans ce dernier cas, le conseil de famille pourra prescrire le dépôt des titres au porteur, au nom du mineur, soit à la Caisse des Dépôts et Consignations, soit entre les mains d'une personne, ou d'une société spécialement désignée. Le législateur de 1910 laisse, en pareille hypothèse, toute liberté au père administrateur, soit de conserver ces titres tels, soit de les aliéner avec l'autorisation du tribunal, toutefois, quand ils sont supérieurs à 1.500 francs.

Nous avons souligné à dessein les mots « à raison de conventions ». Ces expressions empruntées à l'article 5, alinéa 4 de la loi du 27 février 1880, ont soulevé une difficulté. A quelles hypothèses font-elles allusion. On pourrait penser à des conventions licites d'indivision, à une constitution de gage ; le titre au porteur a pu être placé en report, etc. Dans tous ces cas, la conversion du titre en une valeur nominative est entravée, au moins momentanément. On peut encore supposer que le titre a été légué au mineur en nue propriété seulement, un tiers ayant l'usufruit. Doit-on aller plus loin, et dire que l'auteur de la libéralité, donateur ou testateur, aura le droit de s'opposer à la conversion, de dire expressément, dans l'acte, que la valeur donnée ou léguée conservera sa forme au porteur. Qu'on n'objecte

pas que l'expression de « conventions » ne saurait s'appliquer au testateur ; nous pensons que cette expression est synonyme de « volonté exprimée ». Peu importe l'acte dans lequel elle est énoncée, contrat ou acte unilatéral. Ce point ne peut sérieusement donner lieu à controverse. Le langage du législateur n'est sans doute pas d'une précision parfaite, mais sa pensée apparaît clairement. Que dire donc de la clause à laquelle nous faisons allusion ? est-elle valable ? A notre avis, elle est nulle. Les règles établies par la loi dans l'intérêt du mineur, relativement à la conservation de son patrimoine, ont un caractère d'ordre public ; il n'est permis à personne de les enfreindre. La solution contraire est cependant admise par Dalloz (1) : « par convention, est-il dit au C. C. A., il faut entendre tout acte de volonté légalement exprimé qui fait obstacle à la conversion ». Mais alors, si ce terme de « convention » ne vise pas une expression de volonté émanant de l'auteur de la libéralité, quel en est le sens exact ? Peut être vise-t-il la décision prise par une Société, et approuvée par l'assemblée des actionnaires, de s'opposer à toute conversion des titres. Le rapprochement que fait le texte entre la nature des titres et les conventions qui les rendent inconvertissables autorise cette interprétation.

La loi du 27 février 1880 oblige le tuteur à convertir les titres au porteur en titres nominatifs, dans un délai de trois mois ; emploi doit être fait dans le même délai des capitaux

(1) D. C. C. A. 1, p. 787, n° 7.

mobiliers appartenant au pupille. Le subrogé tuteur doit veiller à l'accomplissement de ces formalités. Si le tuteur ne s'y conforme pas, il devra provoquer la réunion du conseil de famille, devant lequel le tuteur sera appelé à rendre compte de ses actes. La nouvelle loi du 8 avril 1910, n'a pas cru devoir imposer le même délai au père administrateur, en sorte que les obligations ci-dessus énoncées, soit pour l'emploi des capitaux, lorsque leur valeur dépasse 1.500 fr., soit pour la conversion au nominatif des titres au porteur, pourraient paraître manquer de sanction. Cette question de sanction n'est pas sans soulever de grosses difficultés. Si la loi se contente de faire des recommandations au père administrateur légal, on risque fort de faire une loi inutile ; si, au contraire, le législateur menace de peines sévères le père qui n'obéirait pas à ses prescriptions, on se heurte à d'autres dangers. La Commission, à la Société d'Etudes Législatives, nous dit M. Bartin dans son rapport, a passé en revue plusieurs sanctions, sans en adopter aucune, tant les conséquences qu'elles pourraient entraîner seraient graves : priver le père de l'usufruit légal ? est-ce bien pratique ? Confier à la mère le soin d'exiger la conversion ou l'emploi des capitaux, au besoin de provoquer la destitution du père comme administrateur légal ? n'est-ce pas vouer le ménage à une désunion certaine ? Autoriser la mère à demander la séparation de biens, comme si sa dot était en péril ? mêmes inconvénients, mêmes dangers. Le rapporteur, M. Legrand, avait bien compris que l'œuvre édiflée par le législateur était loin

d'être parfaite. Il se contentait de dire que la sanction générale, édictée dans le paragraphe 10, serait suffisante. Le tribunal pourra, si le retard apporté à l'accomplissement de ses devoirs cause à l'enfant un dommage, compromettre sa fortune, priver le père de son administration pour la confier à des mains plus dignes ou plus habiles. Mais le père peut être insolvable, et le mal fait irréparable. Nous craignons sincèrement que, dans ces conditions, la loi si impatiemment attendue, et dont on proclamait, à l'avance, les heureux résultats, ne soit, sur le point qui nous occupe, une lettre morte.

Ajoutons, en terminant cette matière des meubles incorporels, que le père est libre de faire emploi des capitaux comme il le jugera à propos. Le texte voté par la Chambre prescrivait au tribunal de préciser l'emploi qui devait être fait des fonds provenant de la vente des valeurs mobilières. Cette disposition était d'autant plus heureuse que, dans notre espèce, il n'existait pas de conseil de famille, pouvant indiquer au père le mode d'emploi. Le passage du projet de la Chambre relatif à cette prescription ne fut pas reproduit au Sénat, sans doute à la suite d'un oubli matériel. A la Chambre des députés, le rapporteur, M. Violette, ne put que constater cet oubli, et le regretter.

Peut-être, dans la pratique, le tribunal, saisi d'une demande d'autorisation d'aliéner, veillera-t-il à ce que le mode d'emploi soit précisé.

4^o Conversion au porteur de titres nominatifs. — Le père administrateur doit demander l'autorisation au tribunal

lorsqu'il veut convertir au porteur des titres nominatifs d'une valeur supérieure à 1.500 fr. La loi du 6 avril 1910, 9^e alinéa, renvoie en effet à l'article 10 de la loi du 27 février 1880.

5° *Transaction*. — Aux termes de l'article 467 C. c., la transaction est soumise à des règles spéciales : le tuteur doit obtenir, outre l'autorisation du conseil de famille, et l'homologation du tribunal, l'avis de trois jurisconsultes, désignés par le procureur de la République. Le paragraphe 9 de notre loi renvoi à cet art. mais simplement pour la partie finale, indiquant par là qu'il ne soumet pas le père à la nécessité d'obtenir préalablement l'avis de trois jurisconsultes. Cette formalité a été considérée, à juste titre, comme inutile et vaine ; l'intervention du tribunal civil suffit amplement à protéger l'enfant mineur contre le danger d'une transaction lésive.

En terminant notre deuxième paragraphe, disons quelques mots du tribunal compétent, de la procédure à suivre pour obtenir l'autorisation du tribunal, et de la question de l'appel.

Tribunal compétent. — L'enfant aura le plus souvent son domicile légal chez son père administrateur ; c'est au tribunal du domicile de celui-ci, que la demande d'autorisation sera adressée. Mais il peut arriver qu'à la suite du retrait de l'administration légale, un tiers soit nommé administrateur par le tribunal. Le tribunal compétent sera-t-il celui de l'enfant, ou celui de l'administrateur. Nous pensons que la compétence appartient au tribunal du domicile

du mineur : la demande d'autorisation, en effet, est relative au patrimoine du mineur.

Procédure. — Le 4^e paragraphe de la loi nous indique la procédure à suivre, quand il s'agit de donner à l'enfant un administrateur *ad hoc*, ou de priver le père ou la mère de l'administration légale. Le tribunal statue en chambre du conseil, sur requête, le ministère public entendu. Cette procédure doit être suivie dans tous les cas, quel que soit l'objet de la demande d'autorisation.

Appel. — Que décider au cas où le tribunal refuse l'autorisation demandée par l'administrateur légal ? Celui-ci peut-il interjeter appel ? L'affirmative serait certaine, si le paragraphe 8 de la nouvelle loi ne renvoyait pas à l'article 2 de la loi du 27 février 1880, aux termes duquel la décision du tribunal, statuant sur une demande d'aliénation ou de conversion de titres nominatifs, est toujours en dernier ressort. M. Capitant critique à bon droit cette disposition (1). A la rigueur, elle peut s'expliquer, quand elle se réfère à une demande intéressant le patrimoine d'un enfant en tutelle : l'affaire, comme le faisait remarquer M. Denormandie (2) au Sénat, a déjà été examinée par le conseil de famille, avant d'être renvoyée au tribunal ; elle a subi en quelque sorte les deux degrés de juridiction.

(1) Extrait de la *Revue trimestrielle de droit civil*, n° 2, 1910, page 29, n° 38.

(2) *J. off.*, 26 mai 1878. Séance du Sénat du 25, page 5766.

Mais, dans notre espèce, la demande est directement portée devant le tribunal ; nous ne rencontrons plus ici la même raison de priver l'administrateur du droit de déférer à la Cour le jugement rendu par la chambre du conseil. Il eut été préférable d'appliquer le droit commun.

§. — **III Causes de déchéance de l'administration légale, cessation de l'administration légale.**

Les causes de la cessation de l'administration légale sont de deux sortes : elles sont normales ou exceptionnelles.

A. *Causes normales.* — Elles sont au nombre de trois : la majorité de l'enfant ; son émancipation ; l'ouverture de la tutelle par suite de la mort de l'un des parents de l'enfant.

B. *Causes exceptionnelles.* — Elles sont énumérées au paragraphe 9 de notre loi. On peut les diviser en deux classes : dans la première figurent celles qui ont pour objet de priver le père (ou la mère) de l'administration légale ; dans la seconde, celles qui ont plutôt pour effet de déposséder de l'administration légale celui qui en est investi.

1^o *Objet.* — Nous comprendrons dans cette classe, celles que le législateur désigne d'un terme vague : causes graves. Le tribunal les appréciera souverainement ; la plus grande latitude lui est laissée sur ce point. A ce sujet M. Legrand

s'exprime ainsi dans son rapport au Sénat : « L'oubli pro-
« longé de l'obligation d'emploi ou de conversion, la né-
« gligence voulue dans son accomplissement, et le plus ou
« moins d'importance des conséquences dommageables
« pouvant en résulter, seraient de nature, selon les circons-
« tances, à constituer les fautes graves et justifiées d'autant
« plus propres à motiver une décision du tribunal, que la
« loi contiendra désormais à cet égard une prescription
« formelle. Aller plus loin eût été, semble-t-il, méconnaître
« les différences de situation du tuteur et de l'administra-
« teur, et ne pas tenir compte du fait que ce dernier est
« ordinairement chargé, même sur ses propres biens, en
« dehors de ceux qu'il administre, des soins, de la garde, de
« l'éducation et de l'entretien du mineur. Il ne faut pas
« d'ailleurs oublier que l'administration légale est en fait
« le cas exceptionnel, s'appliquant assez communément à
« des biens restreints, puisqu'elle cesse, au plus tard, lors
« de la majorité de l'enfant, et ne fonctionne que
« pendant une période où ce dernier personnellement n'a,
« ses père et mère étant encore vivants, que des biens
« dont l'importance n'est en général que peu considérable. »

2° *Effet.* — Rentrent, dans cette classe, l'interdiction légale ou judiciaire, la dation d'un conseil judiciaire, l'absence, la déchéance de la puissance paternelle. Dans ces différents cas, la cessation de l'administration légale a lieu de plein droit, sans que le tribunal intervienne pour les prononcer ; l'administration des biens est alors confiée à la mère, conformément au paragraphe 2 de notre loi.

Indiquons brièvement ces diverses causes.

1° *Interdiction judiciaire et légale.* — L'interdiction judiciaire ou légale donne ouverture à la tutelle. Elle met donc celui qui est l'objet de cette mesure dans l'impossibilité de gérer son patrimoine. Incapable d'administrer ses propres biens, comment pourrait-il administrer utilement ceux de son enfant. Notons toutefois que cette cessation de l'administration légale, n'étant qu'une conséquence de l'interdiction, doit prendre fin avec elle. L'interdit obtient-il la mainlevée du jugement qui l'avait placé en tutelle, ou, après avoir subi sa peine, est-il relevé de l'interdiction légale, on doit décider qu'il recouvre la plénitude de ses droits, et que l'administration des biens de l'enfant lui est rendue.

2° *Conseil judiciaire.* — Nous ferons, en cas de nomination de conseil judiciaire, la même observation. Le demi-interdit est ou un faible d'esprit ou un prodigue ; il est de toute évidence qu'il ne peut conserver l'administration des biens de son enfant mineur. Mais cette privation de l'administration légale n'est pas définitive ; elle a pour cause la dation du conseil judiciaire, elle cessera avec la mainlevée du jugement qui l'a prononcée.

3° *Absence.* — Il y aura absence, lorsque l'administrateur aura disparu de son domicile, et que son existence sera incertaine. C'est là une question de fait. L'administration légale, en pareille hypothèse, tombe d'elle-même ; la mère a le droit et le devoir de ne pas laisser en souffrance

les intérêts de l'enfant, et de reprendre une administration que le père a délaissée.

4° *Déchéance de la puissance paternelle.* — L'administration légale est pour nous un attribut de la puissance paternelle ; il va de soi que si le père, pour faits graves, est déchu de cette puissance, il sera en même temps, et par voie de conséquence, privé de l'administration légale.

La matière du retrait de l'administration légale provoque deux questions, qui n'ont pas été résolues par la loi nouvelle.

1° Déchu de l'administration légale, le père conserve-t-il la jouissance des biens de l'enfant, ou en est-il également privé ? Cette question n'a pas été résolue par la loi nouvelle. Comme le fait remarquer M. Capitant dans la *Revue trimestrielle de droit civil* (1), il n'y a pas corrélation nécessaire entre les deux institutions. Une seule chose importe : ne plus laisser l'administration du patrimoine entre des mains incapables, et ce but est atteint. Les revenus seront versés au père par l'administrateur nommé à sa place.

Le tribunal, en cas de dilapidation des biens, pourrait-il retirer au père, avec l'administration légale, le droit de jouissance ? La question était controversée, avant la loi du 8 avril 1910. Comme nous l'avons remarqué, dans notre première partie, chapitre IV (2), la doctrine admet en gé-

(1) Extrait de la *Revue trimestrielle de droit civil*, n° 2, 1910, p. 9, n° 9.

(2) Voir page 59.

néral l'affirmative, en s'appuyant sur l'art. 618 du Code civil. L'opinion contraire nous paraît préférable, conforme à notre conception de l'administration légale, et partant de l'usufruit accordé au père sur les biens de son enfant mineur.

2° Le retrait de l'administration légale intéresse les tiers, appelés à passer des actes avec l'administrateur déchu. Sont-ils à même de connaître cette déchéance? A la Chambre des députés, M. R. Péret avait demandé qu'une publicité fût organisée dans l'intérêt des personnes qui pouvaient traiter avec l'ex-administrateur (1). Le rapporteur répondit que la destitution du tuteur n'était pas non plus rendue publique. M. Capitant (2) critique avec raison cette réponse. Les deux institutions, en effet, ne sont pas les mêmes. La destitution du tuteur entraîne une conséquence, qui n'échappe à personne : la garde de l'enfant lui est retirée ; c'est là un fait notoire, de nature à éviter toute confusion. Cette circonstance fait défaut, dans l'espèce, une publicité avertissant les tiers de la déchéance paternelle aurait été utile.

§ IV. — Reddition de compte.

L'ancien article 389 du Code civil, relativement à la reddition de compte, était ainsi conçu : « il (le père) est

(1) Deuxième séance du 1^{er} avril 1910.

(2) Extrait de la *Revue trimestrielle de droit civil*, 1910, n° 2, page 10, n° 10.

« comptable, quant à la propriété et aux revenus, des biens
« dont il n'a pas la jouissance ; et quant à la propriété
« seulement, de ceux des biens dont la loi lui donne l'usu-
« fruit. »

Cet article, par sa concision, avait donné lieu à de sérieuses difficultés, en doctrine et en jurisprudence. Devait-on, pour la solution des questions que le texte n'avait pas résolues, emprunter à la tutelle ses règles protectrices ? ou dominé par l'idée que l'administration légale est un accessoire de la puissance paternelle, devait-on considérer les règles de la tutelle comme des règles exceptionnelles, de droit étroit, et, par suite, inapplicables à l'administration légale ? A notre avis, l'administration légale étant un attribut de la puissance paternelle, les règles de la tutelle, en matière de reddition de compte, ne pouvaient être étendues à l'administration légale. En conséquence, les articles 472 à 474 du Code civil, édictant des mesures de protection dans l'intérêt du pupille, ne pouvaient être invoqués par l'enfant placé sous l'administration légale ; par contre les articles 471-475, favorables au tuteur, ne s'appliquaient pas à l'administrateur légal.

Le législateur de 1910, sur tous ces points, a assimilé complètement l'administration légale à la tutelle ; le paragraphe 2 de notre article 389 nouveau, rend applicables aux comptes que doit rendre l'administrateur les articles précités, en sorte que les controverses auxquelles nous faisons allusion ont pris fin.

Reprenons ces divers articles, et indiquons sommairement les prescriptions qui en découlent.

Ces articles, avons-nous dit, sont les uns favorables aux pupilles, les autres au tuteur.

1^o Articles favorables au pupille : 472 à 474 inclusivement.

I. *Article 472 du Code civil.* — Aux termes de cet article, tout traité intervenu entre le mineur, devenu majeur et le tuteur, doit être précédé de la reddition de compte effectué avec les pièces justificatives, dix jours aux moins auparavant. On a craint que le pupille, à sa majorité, impatient d'être mis à la tête de sa fortune, ne consentit à son tuteur une décharge générale, sur la demande de celui-ci, regrettant dans la suite, mais trop tard, d'avoir approuvé son compte de tutelle, sans examen. Ce texte exceptionnel ne s'appliquait pas à l'administration légale ; désormais les formalités qu'il édicte seront obligatoires dans tous les cas, que l'ayant compte soit un enfant en tutelle, ou un enfant placé sous l'administration légale.

II. *Article 473.* — En cas de contestations sur le compte d'administration, elles seront poursuivies et jugées comme les autres contestations en matière civile.

III. *Article 474.* — Cet article dispose que la somme à laquelle s'élève le reliquat du compte de tutelle, porte intérêts de plein droit à 4 0/0 (loi du 8 avril 1900), à comp-

ter de la clôture du compte ; étranger au cas où le compte était rendu par le père administrateur, cet article devient désormais applicable à l'administration légale.

2º Articles favorables au tuteur : 471-475.

I. *Article 471.* — D'après ce texte, le compte définitif de tutelle est rendu aux dépens du mineur, lorsqu'il aura atteint sa majorité, ou obtenu son émancipation. Le tuteur en avancera les frais. Cet article est étendu à l'administration légale. Les frais du compte seront supportés par l'enfant. Notons que cette disposition est restreinte au cas où la reddition du compte a lieu pour des causes normales ; que si le père doit rendre compte à la suite du retrait de l'administration légale, pour causes graves, les frais en seront mis à la charge de l'administrateur, dont les fonctions ont pris fin.

II. *Article 475.* — Avant la loi du 8 avril 1910, la majorité de la doctrine (1), et la jurisprudence, soutenaient que l'action en reddition de compte de l'enfant contre le père administrateur, devait se prescrire suivant les règles du droit commun, c'est-à-dire par trente ans. Cette solution, étant donné le caractère exceptionnel des textes en matière de tutelle, nous paraissait conforme aux principes. La prescription de 10 ans, invocable par le tuteur, était une prescription de faveur, qui ne pouvait être étendue à l'administration légale. Elle se justifiait amplement par

(1) DEMOLOMBE, t. VI, n° 457. — AUBRY et RAU, sur Zachariæ, t. IV, n° 457.

l'hypothèque légale qui pesait sur les immeubles du tuteur et portait une atteinte grave à son crédit. Cet article 475 peut être désormais invoqué par l'administrateur légal, bien que le motif que nous venons de donner, à savoir la garantie hypothécaire fournie par le tuteur, fasse complètement défaut dans l'espèce, l'enfant placé sous l'administration légale de son père étant privé du bénéfice de cette hypothèque.

DEUXIÈME SECTION

Questions omises par la loi nouvelle.

Au début de notre première section, nous nous sommes demandé si le législateur nous avait fixés sur un point capital : celui de la nature juridique de l'administration légale. Quelle conception s'était-il faite de cette question essentielle ? Il importe de connaître sa pensée, si l'on veut solutionner les points que la loi nouvelle n'a pas tranchés. Il est évident que la solution qu'ils comporteront variera suivant que le législateur aura envisagé l'administration légale comme une variété de la tutelle, ou comme un attribut de la puissance paternelle. Comme nous l'avons remarqué, il nous est impossible, après examen des travaux préparatoires, de connaître son opinion sur cette question

primordiale. Cette incertitude sera de nature, dans l'avenir, à soulever de graves difficultés, pour la solution des points que la loi a laissés dans l'ombre.

Indiquons seulement quelques cas, où peut apparaître l'intérêt de notre sujet.

1^o Le père administrateur légal a été frappé d'interdiction, et le conseil de famille a désigné comme tuteur une personne autre que la mère. A qui confier l'administration des biens de l'enfant ? Peut-on la retirer à la mère, en dehors des causes graves indiquées par l'alinéa 9 de notre nouvel art. 389 ? Si l'administration légale n'était, au fond qu'une tutelle, plus ou moins réglementée, nous ne verrions pas d'objection sérieuse à la donner au tuteur du père interdit ; mais si elle est encore, comme nous le pensons, après la loi du 6 avril 1910, un attribut de la puissance paternelle, il ne nous paraît pas possible de priver la mère de cette administration, s'il n'existe pas des causes graves, commandant cette mesure.

2^o Que décider, au cas où le père sera placé dans une maison d'aliénés, sans être préalablement interdit ? Le texte nouveau n'enlève l'administration légale au père, qu'en cas d'interdiction. Dans notre opinion, qui fait de l'administration légale l'accessoire de la puissance paternelle, nous devons dire que, en l'absence d'un texte formel, l'internement ne peut emporter de plein droit la déchéance de l'administration légale ; un jugement, l'attribuant à la mère, est nécessaire.

3^o L'administration légale a été confiée à un tiers, à la suite de l'interdiction ou de l'absence du père ; la mère en a été privée par le tribunal, pour causes graves ; le père revient à la santé, l'interdiction est levée, ou son absence cesse. L'administration, confiée à l'administrateur *ad hoc*, tombera-t-elle de plein droit ? L'administration légale se rattachant à la puissance paternelle plutôt qu'à la tutelle proprement dite, nous n'hésitons pas à admettre l'affirmative. Un nouveau jugement, enlevant à l'administrateur *ad hoc* les pouvoirs qui lui ont été confiés, pour les remettre au père, est inutile. C'est la solution contraire qui prévaudrait, si l'on proclamait que l'administration légale n'est qu'une variété de la tutelle.

4^o Inventaire. Le nouveau texte n'impose pas, d'une manière formelle, au père l'obligation de faire inventaire des biens qu'il a la charge d'administrer et de rendre à l'enfant à sa majorité, ou à son émancipation. Dans le silence de la loi, quelle solution adopter ? Dans notre première partie, au troisième chapitre (1), nous avons déjà examiné cette question. Nous maintenons la distinction que nous avons faite. Si le père a la jouissance des biens qu'il administre, ce qui arrivera le plus souvent, il devra faire inventaire ; si l'usufruit lui a été retiré, il ne sera pas plus tenu aujourd'hui, qu'avant la loi du 8 avril 1910, de faire inventaire des biens dont il n'a pas la jouissance. Il administre, comme par le passé, le patrimoine de son en-

(1) Voir page 40.

fant en vertu de sa puissance paternelle ; c'est à sa qualité de père qu'il doit, disions-nous (1), son titre d'administrateur ; comme tel, il est un administrateur privilégié et, dans le silence des textes, il a toute liberté d'action. Les travaux préparatoires, nous l'avons montré (2), ne nous paraissant pas avoir modifié la nature juridique de l'administration, nous sommes dans la nécessité de maintenir notre première opinion, quelque favorable que serait pour l'enfant le système contraire. Nous maintenons également ce que nous avons écrit (3) relativement aux modes de preuve, et spécialement à la commune renommée.

5° Le nouveau texte, parmi les actes que le père administrateur légal ne peut accomplir, qu'après avoir obtenu l'autorisation du tribunal, ne mentionne pas le compromis. C'est là un acte important.

Le père administrateur a-t-il qualité, quand une question donnera lieu à un litige entre un tiers et lui, relativement aux intérêts de l'enfant, pour soumettre, de sa propre autorité, et d'accord avec la partie adverse le différend à un arbitre, dont la décision ferait la loi des parties en cause. Comme, à nos yeux, le pouvoir d'administrer découle directement de la puissance paternelle, nous serions portés à croire que le compromis,

(1) Voir page 41.

(2) Voir page 81.

(3) Voir page 42.

n'étant pas interdit par la loi, sera permis au père administrateur. Nous avons cependant admis la négative dans notre première partie à la fin du chapitre II (1) ; nous maintenons notre décision.

(4) Voir page 38.

CONCLUSION

La loi du 8 avril 1910, que nous venons d'étudier, est-elle un bien ? Constitue-t-elle un véritable progrès ? Le législateur a-t-il fait une œuvre utile, en réglementant, aussi minutieusement que possible, la matière si délicate de l'administration légale ? Si nous examinons la question au point de vue des principes, abstraction faite des difficultés et des controverses que la matière a suscitées dans la pratique, nous répondrons volontiers : non. Il est toujours dangereux d'intervenir dans les affaires de famille, et de chercher à trancher, à l'aide de textes fixes, des questions d'intérêts, qui, à raison de leur complexité, de leur variété, de leur caractère, pour ainsi dire, circonstanciel, ne peuvent être le plus souvent résolues qu'en fait. Il est téméraire, à notre avis, de prétendre qu'une loi, une fois établie, bonne peut-être dans le présent, pourra dans l'avenir s'adapter encore à des intérêts qui ne cessent d'évoluer, alors qu'elle

demeure immobile. A ce point de vue, la loi nouvelle est peut-être une erreur.

On ne peut nier, cependant, après les controverses que l'ancien article 389 avait fait naître, que la loi nouvelle ne fût nécessaire. Les difficultés auxquelles avait donné lieu l'interprétation de ce texte étaient trop nombreuses, pour que le législateur ne cherchât pas à y mettre fin, et, à ce point de vue, nous ne pouvons que le féliciter de ses efforts ; mais son œuvre est loin d'être parfaite (1). Elle laisse indécise, non résolue, la question essentielle qui dominait la matière ; et surtout elle a eu le tort grave de laisser à peu près sans sanction certaines de ses dispositions les plus importantes. On peut dire que la loi a été faite principalement pour appliquer à l'administration légale les prescriptions de la loi du 27 février 1880. L'historique de la loi le prouve, et cependant, sur ce point, la loi n'échappe pas à la critique ; elle n'édicte aucune sanction sérieuse, et, par suite, elle manque totalement le but qu'elle poursuivait. Elle ne gênera guère l'administrateur qui nourrira le dessein de détourner, à son profit, les valeurs appartenant à son enfant ; mais, par contre, elle constituera une entrave sérieuse, pour les administrateurs honnêtes, observateurs scrupuleux de la loi, que les formalités à remplir empêcheront, le plus souvent, soit d'éviter une baisse rapide sur les valeurs de bourse, soit de profiter d'un bon placement

(1) Sic M. CAPITANT, Extrait de la *Revue trimestrielle de dr. c.*, 1910, n° 2, p. 34, n° 46.

Quoi qu'on en dise, les abus qui ont provoqué la loi sont exceptionnels ; les parents, administrateurs du patrimoine de leurs enfants, méritent en général qu'on leur fasse confiance, et, comme l'a dit très justement M. Thaller, à la Société des Etudes législatives, les pères ne sont pas tous des tuteurs de Démosthène ! (1)

Vu : le président de la thèse,

R. PIÉDELIEVRE.

Vu le doyen,

P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer,

le Vice-Recteur

de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

(1) Société d'Etudes législatives, *Bull.* 1906, n° 5.

BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY et RAU. — *Cours de droit civil français*.
BAUDRY. — *Traité de droit civil*, t. V.
BERTIN. — *Chambre du conseil*.
CAPITANT. — *Revue trimestrielle de droit civil*, 1910, n° 2.
DALLOZ. — *Jurisprudence générale*.
DEMOLOMBE. — *Traité de Droit Civil*.
FRÉMINVILLE (de). — *Traité de la minorité et de la tutelle*, t. I.
FENEL. — *Travaux préparatoires*, t. X.
HUC. — *Commentaire théorique et pratique du Code civil français*, t. III.
LAURENT. — *Principe de droit civil français*.
LOCRE. — *Législation civile*, t. VII.
MARCADÉ. — *Explication théorique et pratique du Code civil*.
MERLIN. — *Répertoire*, t. VII.
PLANIOU. — *Traité élémentaire de droit civil*, t. I.
Répertoire du Notariat, Defrénois, 1903.
Répertoire général alphabétique du droit français : voir Administration légale.
SÉLIGMAN. — *Revue critique*, 1873. De l'administration légale des biens du mineur par les père et mère pendant le mariage.
SIREY. — *Recueil général des lois et arrêts*.
Société d'Etudes législatives (*Bulletin de la*), 1906, n° 4.
ZACHARIE. — *Le droit civil français* (édition Massé et Vergé).

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

De l'administration légale avant la loi du 8 avril 1910.

CHAPITRE PREMIER

A QUI APPARTIENT L'ADMINISTRATION LÉGALE

Le père naturel a-t-il l'administration légale des biens de l'enfant qu'il a reconnu	9
L'administration légale peut-elle être attribuée à un tiers	11

CHAPITRE II

DES POUVOIRS DU PÈRE ADMINISTRATEUR ; DE LEUR ÉTENDUE

1° <i>Examen doctrinal</i>	14
Omnipotence du père	16
Assimilation de l'administration légale à la tutelle.	17
Le père administrateur peut faire seul les actes que le tuteur peut accomplir avec l'autorisation du conseil de famille.	21

2° <i>Jurisprudence</i>	22
I. — Actes que le tuteur peut faire seul	22
II. — Acte que le tuteur peut accomplir avec l'autorisation du conseil de famille	25
1° Donation	25
2° Succession	25
3° Renonciation à une succession	26
4° Legs universel ou particulier	26
5° Actions immobilières	27
6° Action en partage	27
7° Aliénation de valeurs mobilières	28
III. — Actes que le tuteur ne peut passer qu'avec l'autorisation du conseil de famille, et l'homologation du tribunal	30
1° Emprunt	30
2° Aliénation d'immeuble	31
IV. — Acte exigeant, outre les formalités ci-dessus, l'avis préalable de trois jurisconsultes	34
La transaction	34
V. — Actes interdits au tuteur	38

CHAPITRE III

DES GARANTIES ACCORDÉES A L'ENFANT MINEUR

Les garanties de la tutelle s'appliquent-elles :

1° Inventaire	40
2° Subrogé tuteur	42
3° Conseil de famille	45
4° Hypothèque légale	46
5° Les art. 451 à 456, l'art. 472 C. C. s'appliquent-ils	49

CHAPITRE IV

FIN DE L'ADMINISTRATION LÉGALE

Influence du divorce sur l'administration légale . .	53
Séparation de corps.	56
Déchéance de la puissance paternelle	56
La section VI du chapitre II de la tutelle est-elle applicable	60

DEUXIÈME PARTIE

Loi du 8 avril 1910.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE DE LA LOI

Amendement Cazagne	64
Projet Cazot	65
Projet Brisson	67
Projet Bisseuil	68
Rapport Piou	72
Projet Lévêque	74
Projet Adigard	74
Rapport Violette.	75
Rapport Legrand.	78
Deuxième rapport Violette	79

CHAPITRE II

PREMIÈRE SECTION

Solutions légales	80
<i>Généralités, pas de principe directeur</i>	80

§ 1 ^{er} . — Exercice de l'administration légale, le père, la mère, un tiers	84
§ II. — Pouvoirs de l'administrateur légal	90
Trois systèmes en présence	91
1 ^{er} <i>Alinéa</i> . — Actes que l'administrateur légal peut faire seul	92
1 ^o Baux.	94
2 ^o Recouvrement de créances	95
3 ^o Emploi des fonds	95
4 ^o Conversion au nominatif.	96
5 ^o Acceptation d'une succession	97
6 ^o Donation	97
7 ^o Partage.	98
8 ^o Licitatation	98
9 ^o Actions mobilières et immobilières	99
2 ^e <i>Alinéa</i> . — Actes que l'administrateur ne peut faire qu'avec l'autorisation du conseil de famille	99
1 ^o Emprunt	100
2 ^o Aliénation d'immeuble	100
3 ^o Aliénation de meubles incorporels	103
4 ^e Conversion au porteur	108
5 ^o Transaction	109
6 ^o Tribunal compétent	109
7 ^o Procédure.	110
8 ^o Appel	111
§ III. — Déchéance et cessation de l'administration légale	111
1 ^o <i>Causes normales</i> . — Majorité, émancipation, ouverture de la tutelle.	111
2 ^o <i>Causes exceptionnelles</i>	111
I. — Celles qui ont pour objet de priver le père de l'administration légale.	113
II. — Celles qui ont pour effet de déposséder de l'administration légale. — Interdiction légale et judiciaire,	

TABLE DES MATIÈRES

135

conseil judiciaire, absence, déchéance de la puissance paternelle.	113
En cas de déchéance de l'administration légale, y a-t-il aussi privation de la jouissance légale. . .	113
Y a-t-il une publicité de cette déchéance ? . . .	114
§ IV. — Reddition de compte.	115
1 ^o Articles favorables au pupille, art. 472, 474 . . .	117
2 ^o Articles favorables au tuteur, art. 471, 475. . . .	118

DEUXIÈME SECTION

Questions omises par la loi nouvelle	119
1 ^o Le père administrateur légal étant interdit, la tutelle est donnée à un étranger ; qui aura l'administration légale ?	120
2 ^o Le père est placé dans une maison d'aliénés sans être interdit, <i>quid</i> de l'administration légale ? . .	120
3 ^o L'administration légale fait-elle retour de plein droit au père, lorsque l'interdiction est levée, ou que l'absence prend fin ?	121
4 ^o L'inventaire est-il obligatoire ?	121
5 ^o <i>Quid</i> pour le compromis ?	122
CONCLUSION	125
BIBLIOGRAPHIE	129

